EXTENSION D'UN ELEVAGE DE VEAUX DE BOUCHERIE EXISTANT

Rubrique N° 2 101-1b de la nomenclature des installations classées pour la Protection de l'Environnement

Commune de Thoiré sous Contensor
Lieu-dit : "Forge"

Dossier de demande d'enregistrement
(Cerfa et pièces jointes)

Dossier réalisé avec la participation du secteur Productions Animales de la Chambre d'Agriculture de la Sarthe -15, rue Jean Grémillon 72013 Le Mans cedex 2
- 02 43 29 24 24 –
Juin 2017
Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

N°15679*01

1. Intitulé du projet

Extension d'un élevage de veaux de boucherie existant

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :
Nom, prénom
Madame □ Monsieur □

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :
Dénomination ou raison sociale
EARL GARNIER
N° SIRET 42170475000015
Forme juridique EARL
Gérant

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)
N° de téléphone 0689744600 Adresse électronique earlgarnier@orange.fr
N° voie Type de voie
Nom de voie Lieu-dit ou BP
Forge
Code postal 72610 Commune THOIRE SOUS CONTENSOR
Si le demandeur réside à l'étranger Pays Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté □
Nom, prénom GARNIER Sébastien
Service Société EARL GARNIER
Adresse Fonction Gérant
N° voie Type de voie
Nom de voie Lieu-dit ou BP
La Vieille Picardie
Code postal 72610 Commune THOIRE SOUS CONTENSOR
N° de téléphone 0689744600 Adresse électronique earlgarnier@orange.fr

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation
N° voie Type de voie Nom de la voie
Lieu-dit ou BP Forge
Code postal 72610 Commune THOIRE SOUS CONTENSOR

3.2 Emplacement de l'installation
L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? □
Oui □ Non □
Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :
L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? □
Oui □ Non □
Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

1 sur 11
4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction.

Le projet consiste à construire un bâtiment pour 250 veaux de boucherie, en complément du bâtiment existant (200 places de veaux de boucherie). Il y aura environ 1,9 lots/an après projet, soit 855 veaux produits par an. Le poids à l'abattage sera d'environ 300 kg vif à 160 jours d'âge.

Le projet de construction fera 18,20 m x 36,20 m. Un local de 5 m x 5 m servira à la préparation du lait. Les aliments seront stockés dans 2 silos sur pieds de 25 m3 chacun et 1 silo de 15 m3. 1 citerne à gaz de 1500 kg sera nécessaire.

Les veaux seront logés sur litière accumulée (paille), avec une partie sur caillebotis pour collecter les effluents. Ces derniers sont ensuite collectés dans la fosse à lisier extérieure. Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement (2 mois en bâtiment) pourront être stockés au champ.

Sur le site "Forge", il y a aussi un élevage existant de porcs en engraissement de 200 places maxi (en moyenne, 170 présents sur caillebotis).

Sur le site "La Vieille Picardie", il y a l'habitation de M. Garnier Sébastien et un poulailler de 6000 poules pondesuses Label Rouge.
### 4.3 Activités

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Numéro de rubrique</th>
<th>Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil</th>
<th>Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement</th>
<th>Régime</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2101</td>
<td>Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc. de) 1. Elevage de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement ; b) De 401 à 800 animaux</td>
<td>Installation de 450 veaux de boucherie</td>
<td>E</td>
</tr>
<tr>
<td>1530</td>
<td>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits fins conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. 3. Supérieur à 1 000 m3 mais inférieur ou égal à 20 000 m3.</td>
<td>Stockage de paille existant, capacité 2200 m3 maxi</td>
<td>D</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le projet est concerné uniquement par la rubrique n°1 (ICPE) de l'annexe de l'article R 122-2 du code de l'Environnement et colonne "examen au cas par cas", "b) autres ICPE soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l'article L 512-7-2 du code de l'Environnement)".
5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel. Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : [lien vers le site INERIS](http://www.ineris.fr/aidc/consultation_document/10361). Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage). Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui [ ] Non [X]

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés. Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale. Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : [lien vers le site](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-donnees-environnementales.html). Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire. Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel ([lien vers le site](http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/spaces/viewer/)).

<table>
<thead>
<tr>
<th>Le projet se situe-t-il :</th>
<th>Oui [ ] Non [X]</th>
<th>Si oui, lequel ou laquelle ?</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?</td>
<td>[ ] [X]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>En zone de montagne ?</td>
<td>[ ] [X]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?</td>
<td>[ ] [X]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sur le territoire d'une commune littorale ?</td>
<td>[ ] [X]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?</td>
<td>[X] [ ] ilot 3 dans le parc naturel régional Normandie Maine</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration?</td>
<td>[ ] [X]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable?</td>
<td>[ ] [X]</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</td>
<td>[X] [ ] ilots 7, 11 et 12 en zone potentiellement humide</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRPN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>x</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOLI]

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>x</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans une zone de répartition des eaux ? [RT.211-71 du code de l'environnement]

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>x</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>x</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Dans un site inscrit ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>x</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>Si oui, lequel et à quelle distance ?</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>ilot 3 à 800 mètres de la FR5200645 : Etang de Saosnes (Saint Rémy du Val). site Forge à 3000 mètres de la FR5200645.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

D'un site Natura 2000 ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>x</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

D'un site classé ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>x</td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### 7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

**7.1 Incidence potentielle de l'installation**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Ressources</th>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>NC¹</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)**

¹ Non concerné
<table>
<thead>
<tr>
<th>Milieu naturel</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Est-il excédentaire en matériaux ?</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Est-il déficitaire en matériaux ?
Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?  | ☐  | ☒  | ☐ |
| Est-il susceptible d’entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?  | ☐  | ☒  | ☐ |
| Si le projet est situé dans ou à proximité d’un site Natura 2000, est-il susceptible d’avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au formulaire Standard de Données du site ?  | ☐  | ☒  | ☐ |
| Est-il susceptible d’avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?  | ☐  | ☒  | ☐ |

<table>
<thead>
<tr>
<th>Risques</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Engendre-t-il la consommation d’espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?</td>
</tr>
<tr>
<td>L’espace consommé représentera environ 1000 m² dont 684 m² pour le projet de bâtiment. La construction sera à proximité des bâtiments existants, en zone agricole (prairie). L’incidence est positive puisque le projet contribue au développement agricole.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Risques</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Est-il concerné par des risques technologiques ?</td>
</tr>
<tr>
<td>Est-il concerné par des risques naturels ?</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Engendre-t-il des risques sanitaires ?</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Est-il concerné par des risques sanitaires ?</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Est-il source de bruit ?</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Est-il concerné par des nuisances sonores ?</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Nuisances**

| **Engendre-t-il des odeurs ?** | ☒ | ☐ | ☐ |
| **Est-il concerné par des nuisances olfactives ?** | ☐ | ☒ | ☐ |
| **Engendre-t-il des vibrations ?** | ☐ | ☒ | ☐ |
| **Est-il concerné par des vibrations ?** | ☐ | ☒ | ☐ |
| **Engendre-t-il des émissions lumineuses ?** | ☐ | ☒ | ☐ |
| **Est-il concerné par des émissions lumineuses ?** | ☐ | ☒ | ☐ |

**Émissions**

| **Engendre-t-il des rejets dans l'air ?** | ☒ | ☐ | ☐ |
| **Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?** | ☐ | ☒ | ☐ |
| **Engendre-t-il des d'eﬄuents ?** | ☒ | ☐ | ☐ |

**Déchets**

| **Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?** | ☒ | ☐ | ☐ |

Les camions de livraison de l'aliment ou de transport des animaux tous les 6 mois. L'incidence sera faible car les chargements seront optimisés pour limiter le nombre de camions et les engins respecteront les normes sonores en vigueur.

Les bruits peuvent provenir des animaux, des engins motorisés ou du nettoyeur haute pression. Les bâtiments sont fermés et isolés, les animaux sont nourris régulièrement et non stressés, les engins respecteront les normes d'émissions sonores en vigueur. Les tiers sont à plus de 100 m et ne sont pas sous les vents dominants. L'incidence potentielle sera très faible.

Le stockage et l'épandage des eﬄuents peuvent générer des odeurs. Il n'y a pas de tiers sous les vents dominants, les tiers sont à plus de 100 m du projet, les épandages seront suivis d'un enroisement rapide ou injection direct du lisier, la plupart des fosses sont sous les bâtiments. Les bâtiments seront nettoyés et désinfectés. Les cadavres seront enlevés régulièrement par l'équarrisseur. L'incidence potentielle sera très faible.

Rejet résiduel de NH3, issu du mélange naturel feces/urée, mais utilisation de techniques de réduction performantes. L'incidence potentielle paraît faible étant donné les quantités émises et la densité d'élevage relativement faible.

Stockage des eﬄuents (lisier + eaux de lavage) dans des fosses étanches en béton, construites dans les règles de l'art. Puis épandage sur les terres agricoles. Pas d'incidence potentielle sur les milieux.

Pallets en bois non traité, activités de soin (seringues, flacons), Cartons d'emballage, sacs en papier, néons, ampoules, huiles usagées, Ferraille, Bidons, bâches plastiques, Cadavres animaux. Stockage et élimination des déchets (ﬁlières de recyclage, déchetterie). Pas d'incidence potentielle.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Patrimoine/ Cadre de vie/ Population</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?</td>
<td>□</td>
<td>X</td>
</tr>
<tr>
<td>Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?</td>
<td>□</td>
<td>X</td>
</tr>
</tbody>
</table>

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui □ Non X Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui □ Non X Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].
9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A. Princ 975 contremat

Signature du demandeur

Le 28-06-77
Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d’enregistrement


1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pièces</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>PJ n°1. - Une carte au 1/25 000 où, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l’emplacement de l’installation projetée [1° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]</td>
<td>X</td>
</tr>
<tr>
<td>PJ n°2. - Un plan à l’échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l’installation jusqu’à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d’éloignement sont prévues dans l’arrêté de prescriptions générales prévu à l’article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]</td>
<td>X</td>
</tr>
<tr>
<td>PJ n°3. - Un plan d’ensemble à l’échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l’installation ainsi que, jusqu’à 35 mètres au moins de celle-ci, l’affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d’eau et cours d’eau [3° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]</td>
<td>X</td>
</tr>
</tbody>
</table>

En cochant cette case, je demande l’autorisation de joindre à la présente demande d’enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l’environnement]

PJ n°4. - Un document permettant au préfet d’apprécier la compatibilité des activités projetées avec l’affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d’occupation des sols, le plan local d’urbanisme ou la carte communale [4° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]

PJ n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]


Pour les installations d’élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.

2) Pièces à joindre selon la nature ou l’emplacement du projet :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pièces</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l’article L. 512-7 applicables à l’installation :</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Si votre projet se situe sur un site nouveau :


Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.


Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.

Si l’implantation de l’installation nécessite l’obtention d’un permis de construire :

PJ n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l’art. R. 512-46-6 du code de l’environnement]

Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d’enregistrement.

Si l’implantation de l’installation nécessite l’obtention d’une autorisation de défrichement :


Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d’enregistrement.

Si l’emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :

PJ n°12. - Les éléments permettant au préfet d’apprécier, s’il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]

- le schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l’environnement
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :


PJ n°13.1. - Une description du projet accompagnée d’une carte permettant de localiser l’espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d’être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d’un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni [1° du i de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement].


PJ n°13.3. Dans l’hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d’être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d’autres projets dont vous êtes responsable, sur l’état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [2° du i de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement].

PJ n°13.4. S’il résulte de l’analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l’état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [2° du i de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement].

PJ n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prouvées en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l’état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d’évaluation expose, en outre : [IV de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement] :

- PJ n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n’existe pas d’autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prouvées aux VII et VIII de l’article L. 414-4 du code de l’environnement ; [1° du IV de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement]


- PJ n°13.5.3 L’estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement].

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l’administration.

Pièces
# Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

N°15679*01

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

## 1. Intitulé du projet

**Extension d'un égout de veaux de boucherie existant**

## 2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

### 2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier)

- Nom, prénom: [Nom du demandeur]

### 2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale)

- **Nom** de l'entité: EARL GARNIER
  - **SIRET** 42170475000015
  - **Raison sociale** EARL

## 2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

- **N° de téléphone** 0689744600
- **Adresse électronique** earlgarnier@orange.fr

## 2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

- **Nom, prénom** GARNIER Sébastien
- **Fonction** EARL GARNIER

## 3. Informations générales sur l'installation projetée

### 3.1 Adresse de l'installation

- **N° de rue** 72610
- **Commune** THOIRE SOUS CONTENSOR

### 3.2 Emplacement de l'installation

- **Type de voie**
- **Nom de la voie**
- **Lieu-dit ou BP** Forge

## Emplacement de l'installation

- L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ?
  - Oui [ ] Non [x]

- Si oui, précisez les numéros des départements concernés :

- L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ?
  - Oui [ ] Non [x]

- Si oui, précisez le nom et le code postal de chaque commune concernée :

---

1 sur 11
Le projet consiste à construire un bâtiment pour 250 veaux de boucherie, en complément du bâtiment existant (200 places de veaux de boucherie). Il y aura environ 1,9 lots/an après projet, soit 855 veaux produits par an. Le poids à l'abattage sera d'environ 300 kg vif à 160 jours d'âge.

Le projet de construction fera 18,20 m x 36,20 m. Un local de 5 m x 5 m servira à la préparation du lait. Les aliments seront stockés dans 2 silos sur pieds de 25 m3 chacun et 1 silo de 15 m3. 1 citerne à gaz de 1500 kg sera nécessaire.

Les veaux seront logés sur litière accumulée (paille), avec une partie sur caillebotis pour collecter les effluents. Ces derniers sont ensuite collectés dans la fosse à lisier extérieure. Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement (2 mois en bâtiment) pourront être stockés au champ.

Sur le site "Forge", il y a aussi un élevage existant de porcs en engraissement de 200 places maxi (en moyenne, 170 présents sur caillebotis).

Sur le site "La Vieille Picardie", il y a l'habitation de M. Garnier Sébastien et un poulailler de 6000 poules pondueuses Label Rouge.
### 4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Numéro de rubrique</th>
<th>Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil</th>
<th>Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement</th>
<th>Régime</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2101</td>
<td>Bovins (activité d'élevage, transit, vente, etc. de). 1. Elevage de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement ; b) De 401 à 800 animaux</td>
<td>Installation de 450 veaux de boucherie</td>
<td>E</td>
</tr>
<tr>
<td>1530</td>
<td>Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits fins conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. 3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.</td>
<td>Stockage de paille existant, capacité 2200 m³ maxi</td>
<td>D</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le projet est concerné uniquement par la rubrique n°1 (ICPE) de l'annexe de l'article R 122-2 du code de l'Environnement et colonne "examen au cas par cas", "b) autres ICPE soumises à enregistrement (pour ces installations, l'examen au cas par cas est réalisé dans les conditions et formes prévues à l'article L 512-7-2 du code de l'Environnement)".
5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.


Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'espèces).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : [http://www.developpement-durable.gouv.fr/les-donnees-environnementales-.html](http://www.developpement-durable.gouv.fr/les-donnees-environnementales-.html).

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire. Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel ([http://ignm.mnhn.fr/zones/simp/espaces/viewer/](http://ignm.mnhn.fr/zones/simp/espaces/viewer/)).

<table>
<thead>
<tr>
<th>Le projet se situe-t-il :</th>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>Si oui, lequel ou laquelle ?</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?</td>
<td>☐</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>En zone de montagne ?</td>
<td>☐</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?</td>
<td>☐</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sur le territoire d'une commune littorale ?</td>
<td>☐</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?</td>
<td>☒</td>
<td>☐</td>
<td>ilot 3 dans le parc naturel régional Normandie Maine</td>
</tr>
<tr>
<td>Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?</td>
<td>☐</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?</td>
<td>☐</td>
<td>☒</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</td>
<td>☒</td>
<td>☐</td>
<td>ilots 7, 11 et 12 en zone potentiellement humide</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>X</th>
</tr>
</thead>
</table>

Dans un site ou sur des sols pollués ?
(Site répertorié dans l'inventaire BASOL)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>X</th>
</tr>
</thead>
</table>

Dans une zone de répartition des eaux ?
(R.211-71 du code de l'environnement)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>X</th>
</tr>
</thead>
</table>

Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>X</th>
</tr>
</thead>
</table>

Dans un site inscrit ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>X</th>
</tr>
</thead>
</table>

Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :

Oui | Non | Si oui, lequel et à quelle distance ?

D'un site Natura 2000 ?

| X | Oui | Non | ilot 3 à 800 mètres de la FR5200645 : Etang de Saosnes (Saint Rémy du Val). site Forge à 3000 mètres de la FR5200645. |

D'un site classé ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>X</th>
</tr>
</thead>
</table>

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>NC</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)

Ressources

<table>
<thead>
<tr>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>NC</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Engendre-t-il des prélèvements en eau ?
Si oui, dans quel milieu ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>X</th>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
</tr>
</thead>
</table>

Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?

<table>
<thead>
<tr>
<th>X</th>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
</tr>
</thead>
</table>

1 Non concerné
<table>
<thead>
<tr>
<th>Milieu naturel</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Est-il excédentaire en matériaux ?</td>
<td>☑</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?</td>
<td>☑</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?</td>
<td>☑</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?</td>
<td>☑</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?</td>
<td>☑</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Risques</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Est-il concerné par des risques technologiques ?</td>
<td>☑</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Est-il concerné par des risques naturels ?</td>
<td>☑</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

L'espace consommé représentera environ 1000 m² dont 684 m² pour le projet de bâtiment. La construction sera à proximité des bâtiments existants, en zone agricole (prairie). L'incidence est positive puisque le projet contribue au développement agricole.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Section</th>
<th>Question</th>
<th>Yes</th>
<th>No</th>
<th>Only</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Nuisances</strong></td>
<td>Engendre-t-il des risques sanitaires ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des risques sanitaires ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Les camions de livraison de l'aliment ou de transport des animaux tous les 6 mois. L'incidence sera faible car les chargements seront optimisés pour limiter le nombre de camions et les engins respecteront les normes sonores en vigueur.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il source de bruit ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des nuisances sonores ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Les bruits peuvent provenir des animaux, des engins motorisés ou du nettoyeur haute pression. Les bâtiments sont fermés et isolés, les animaux sont nourris régulièrement et non stressés, les engins respecteront les normes d'émissions sonores en vigueur. Les tiers sont à plus de 100 m et ne sont pas sous les vents dominants. L'incidence potentielle sera très faible.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il des odeurs ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des nuisances olfactives ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Le stockage et l'épandage des effluents peuvent générer des odeurs. Il n'y a pas de tiers sous les vents dominants, les tiers sont à plus de 100 m du projet, les épandages seront suivis d'un enfouissement rapide ou injection direct du lisier, la plupart des fosses sont sous les bâtiments. Les bâtiments seront nettoyés et désinfectés. Les cadavres seront enlevés régulièrement par l'équarrisseur. L'incidence potentielle sera très faible.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il des vibrations ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des vibrations ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Emissions</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il des émissions lumineuses ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Rejet résiduel de NH3, issu du mélange naturel fèces/urée, mais utilisation de techniques de réduction performantes. L'incidence potentielle paraît faible étant donné les quantités émises et la densité d'élevage relativement faible.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il des rejets dans l'air ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Stockage des effluents (lisier + eaux de lavage) dans des fosses étanches en béton, construites dans les règles de l'art. Puis épandage sur les terres agricoles. Pas d'incidence potentielle sur les milieux.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il des effluents ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Déchets</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</td>
<td></td>
<td>X</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Palettes en bois non traité, activités de soin (seringues, flacons), Cartons d'emballage, sacs en papier, néons, ampoules, huiles usagées, Ferraille, Bidons, bâches plastiques, Cadavres animaux. Stockage et élimination des déchets (filières de recyclage, déchetterie). Pas d'incidence potentielle.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui [ ] Non [X] Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui [ ] Non [X] Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].
<table>
<thead>
<tr>
<th>16. Engagement du demandeur</th>
</tr>
</thead>
</table>

| A | Thierry GLISCHON           | Le 28-06-77 |

Signature du demandeur

8 sur 11
Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d’enregistrement


1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pièces</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>PJ n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l’emplacement de l’installation projetée [1° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]</td>
</tr>
<tr>
<td>PJ n°2. - Un plan à l’échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l’installation jusqu’à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d’éloignement sont prévues dans l’arrêté de prescriptions générales prévu à l’article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]</td>
</tr>
<tr>
<td>PJ n°3. - Un plan d’ensemble à l’échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l’installation ainsi que, jusqu’à 35 mètres au moins de cette-ci, l’affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d’eau et cours d’eau [3° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]</td>
</tr>
<tr>
<td>Requête pour une échelle plus réduite</td>
</tr>
<tr>
<td>En cochant cette case, je demande l’autorisation de joindre à la présente demande d’enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre Ier du livre V du code de l’environnement]</td>
</tr>
<tr>
<td>PJ n°4. - Un document permettant au préfet d’apprécier la compatibilité des activités projetées avec l’affectation des sols prévu pour les secteurs délimités par le plan d’occupation des sols, le plan local d’urbanisme ou la carte communale [4° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]</td>
</tr>
<tr>
<td>PJ n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Pour les installations d’élévation, se référer au point 5 de la notice explicative.

2) Pièces à joindre selon la nature ou l’emplacement du projet :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pièces</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l’article L. 512-7 applicables à l’installation :</td>
</tr>
<tr>
<td>Si votre projet se situe sur un site nouveau :</td>
</tr>
<tr>
<td>Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.</td>
</tr>
<tr>
<td>Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.</td>
</tr>
<tr>
<td>Si l’implantation de l’installation nécessite l’obtention d’un permis de construire :</td>
</tr>
<tr>
<td>PJ n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l’art. R. 512-46-6 du code de l’environnement]</td>
</tr>
<tr>
<td>Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d’enregistrement.</td>
</tr>
<tr>
<td>Si l’implantation de l’installation nécessite l’obtention d’une autorisation de défrichement :</td>
</tr>
<tr>
<td>Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d’enregistrement.</td>
</tr>
<tr>
<td>Si l’emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :</td>
</tr>
<tr>
<td>PJ n°12. - Les éléments permettant au préfet d’apprécier, s’il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l’art. R. 512-46-4 du code de l’environnement]</td>
</tr>
<tr>
<td>- le schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l’environnement</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :


PJ n°13.1. - Une description du projet accompagnée d’une carte permettant de localiser l’espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d’être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d’un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni : [I° du I de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement]

PJ n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d’avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [II° du I de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement].


PJ n°13.3. Dans l’hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d’être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d’autres projets dont vous êtes responsable, sur l’état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [III de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement].

PJ n°13.4. S’il s’agit de l’analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l’état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement].


- PJ n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n’existe pas d’autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l’article L. 414-4 du code de l’environnement. [IV de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement]


- PJ n°13.5.3 L’estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [IV de l’art. R. 414-23 du code de l’environnement].

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :
Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l’administration.

Pièces
Commune concernée par le projet : THOIRE SOUS CONTENSOR

Communes concernées par les épandages : THOIRE SOUS CONTENSOR, ST-REMY DU VAL, BALLON-ST MARS et ROUESSE-FONTAINE.

Communes concernées par le rayon de 1 Km autour du projet : THOIRE SOUS CONTENSOR et LES MEES.
Pièce n°2 : plan cadastral
Projet : Construction d'un bâtiment d'élevage pour 250 vaches de boucherie sur litière accumulée + calcaire.

- pas de tiers dans un rayon de 100 mètres
- pas de tiers dans un rayon de 100 mètres

Architecte : SICA HR Pays de la Loire
EARL GARNIER
La Vieille Picardie
72610 THOIRE SOUS CONTENSOR

Date de réalisation : 05/04/2017
PC2 PLAN DE CADASTRE
Rés.1/2000
Pièce n°3 : plan d'ensemble
Projet : Construction d'un bâtiment d'élevage pour 250 veaux de boucherie sur litière accumulée + caillèbets.

Pas de tiers dans un rayon de 100 mètres

---

Parcels à vis concernées par le projet ZI 22

---

Earl Garnier
La Vieille Picardie
72610 Thoiré sous Contensor

Architecte SICA HPR Pays de la Loire

Plan de masse PC2 1/1000

Date de réalisation : 06/04/2017
Pièce n° 4 : compatibilité avec PLU/POS/carte communale

Pas de PLU ni POS sur la commune de THOIRE SOUS CONTENSOR.

Sur le site « Forge », le projet de construction fait l'objet du dépôt d'une demande de permis de construire en mairie de THOIRE SOUS CONTENSOR. Le projet de construction respectera les règles du RNU (Règles Nationales d'Urbanisme). Le projet sera à plus de 10 mètres de l'axe pour la voirie et à plus de 3 mètres des limites de propriété.
Concerant ses capacités techniques, Monsieur Sébastien GARNIER possède une expérience professionnelle de 19 ans en élevage de volailles/veaux/porcs + cultures à son compte. Il est titulaire d'un CAPA, d'un BEPA, et d'un BTA agricole.

L'exploitant s'est basé sur une étude de faisabilité économique réalisée par le groupement CEVAP PROVITEL (85). Le coût total du projet est évalué à environ 270 000 Euros HT.

Le projet sera financé par un emprunt sur 15 ans maximum. Le petit matériel sera financé par un emprunt sur 7 ans. Un accord de principe a été signé par le Crédit Mutuel (ci-après).

Lors de la fermeture de l'installation classée, l'exploitant respectera une procédure de cessation (selon la réglementation en vigueur). Celui-ci doit notifier au préfet l'arrêt définitif de son installation d'élevage au moins 3 mois avant celle-ci.

Les mesures envisagées pour la remise en état du site seront les suivantes :
- enlèvement de tous les animaux,
- traitement des effluents de l'élevage,
- traitement des déchets restants selon la filière appropriée,
- vente du matériel d'élevage,
- ferrailleur pour le matériel d'élevage,
- reclassement de certains bâtiments d'élevage en hangars de stockage,
- démolition de certains bâtiments (avec prise en compte de la présence éventuelle de matériaux amiantifières dans le respect de la réglementation),
- revente de certains bâtiments démontables.

La remise en état du site ne pourra intervenir que lorsque l'exploitation aura cessé toute activité et qu'il n'y aura pas de repreneur.
Objet : Attestation de financement

La Caisse de Crédit Mutuel CCM BEAUMONT NORD SARTHE sise 24 place des halles 72170 BEAUMONT SUR SARTHE atteste par la présente :

- Accorder le financement de la construction pour un bâtiment veaux pour un montant de 270 000€ dont les conditions financières et garantie seront transmises au client.

Sous réserve de la signature du contrat avec PROVITEL et de l'obtention du permis de construire.

Fait à Beaumont, le 28 juillet 2017

Pour servir et valoir ce que de droit.

Laure PROVOST
Conseiller de clientèle agricole
Pièce n°6 : conformité avec les prescriptions générales ICPE

Le guide de justification de conformité à l’arrêté ministériel du 27/12/2013, relatif aux ICPE enregistrement au titre de la rubrique 2101, a servi de base et figure en annexe.

Article 1er
Après projet, l’effectif maximum à un instant donné sera de 450 veaux de boucherie (1 bâtiment existant de 200 places et le bâtiment en projet de 250 places).

L’élevage appartiendra bien au régime enregistrement des ICPE, rubrique n°2101 – 1 b.

Article 2
Aucune justification à apporter.

Article 3
Aucune justification à apporter.

Article 4
Aucune justification à apporter.

Article 5
Le projet sera implanté à plus de 100 mètres des habitations de tiers et à au moins 35 mètres des points d’eau (puits, forage, cours d’eau). Le stockage de paille existant (2200 m³ max) est à plus de 15 mètres des habitations de tiers et à plus de 35 mètres des points d’eau.
Sur le site « Forge », le logement est occupé par l’ancien exploitant, père de Monsieur Sébastien Garnier.

(voir plans en pièces jointes)

Article 6
Le bâtiment en projet aura des murs en béton coulé, surmontés par un bardage en tôle de couleur sable. En façades, il y aura un filet brise vent de couleur sable au-dessus des murs.
La couverture sera en bac acier de couleur rouge tuile.
La ventilation sera de type dynamique : l’entrée et la sortie d’air se font par des filets brise vent en façade et la sortie par 4 cheminées d’extraction en toiture.

Le paysage autour de l’élevage a conservé une vocation agraire (zone agricole). Nous observons un paysage relativement plat.
Les haies champêtres sont présentes le long du ruisseau. Des cultures et quelques prairies sont valorisées.
Sur cette exploitation, les quelques haies champêtres existantes seront conservées.
Les abords sont entretenus et maintenus en bon état de propreté.
Article 7
La biodiversité animale et végétale sera préservée sur l'exploitation. Les haies existantes seront maintenues sur le site. Les haies en limite de parcelle sont repérées sur le plan d'épandage joint au dossier. Le site ne se trouve pas dans une zone potentiellement humide. Au niveau du plan d'épandage, les îlots 11 et 12 présentent des zones potentiellement humides le long du ruisseau. Elles ont été vérifiées sur le terrain et ont été retirées des surfaces épandables. Par contre, celles repérées dans l'îlot 7 de Baigneux, correspondent à une parcelle où alternent cultures d'automne et cultures d'hiver : on les a classé en sol assez mouillant (unité 14c) et moyennement mouillant (14b), mais pas en sol hydromorphe ; leur classement en Zone Humide n'a pas été retenu.

Des espèces locales (haies bocagères) et adaptées sont privilégiées. Les surfaces enherbées autour des bâtiments sont valorisées et entretenues. Tous ces éléments jouent le rôle d'infrastructure agro-écologique.

Article 8
Les parties de l'installation susceptibles de contenir du gaz ou des liquides inflammables ont été identifiées sur les plans de masse (en pièces jointes).

Site Forge :
- 1 citerne à fuel de 3000 l (citerne double paroi) dans les dépendances
- 1 local phyto
- 1 citerne à gaz de 1500 kg existante
- 1 citerne à gaz de 1500 kg en projet

Article 9
Aucune justification à apporter.

Article 10
Aucune justification à apporter.

Article 11

Site Forge

1 - Les bâtiments d'élevage de veaux ont des sols bétonnés étanches (les bas de murs sont tous en béton). Pour chaque bâtiment, les effluents (lisiers, eaux de lavage) seront collectés dans des préfosses sous-caillebotis à l'intérieur. Elles seront reliées à la fosse extérieure :
- 1 fosse existante non couverte de 550 m³ réels
- 1 fosse existante couverte veaux de 84 m³ réels
- 1 fosse existante couverte porcs de 115 m³ réels
- 1 fosse projet veaux couverte de 270 m³ réels

Le volume réel sera au total de 1019 m³ et le volume utile d'environ 763 m³. Les aliments sont dans des silos étanches, sur pieds.
II – Description des stockages des effluents d’élevage :

Les quantités annuelles produites suivent les normes utilisées par la DDT et proposées par l’Institut de l’Elevage. Les ouvrages de stockage des déjections ont été calculés suivant la Circulaire DEPSE/SDEA/C2001-7047 du 20/12/2001 (Ministère de l’Aménagement du Territoire et de l’Environnement et du Ministère de l’Agriculture et de la Pêche). Le détail des calculs se trouve dans les pages suivantes. Les ouvrages de stockage sont conçus pour collecter l’intégralité des effluents d’élevage et éviter tout déversement dans le milieu naturel. La majorité des surfaces (sauf la fosse extérieure) sont couvertes ce qui devrait limiter l’apport excessif d’eau pluviale lors d’un orage et le risque de débordement. Les capacités sont suffisantes pour permettre l’épandage aux périodes autorisées. La fosse extérieure sera signalée par une pancarte annonçant le risque de noyade ; elle est entourée d’une clôture de sécurité (1,8 m mini).


Les veaux sur litière accumulée plus de 2 mois produisent un fumier compact pailleux sans écoulement : ce dernier est stocké au champ. Le sol est bétonné et les effluents liquides seront collectés dans la fosse extérieure de 550 m³.

III – Les canalisations sont entretenues pour éviter de se boucher et sont surveillées toutes les semaines par l’exploitant pour déceler toute fuite dans le sol.

Article 12

Sur le site Forge, l’installation dispose de 2 accès en permanence depuis la voie communale n°5. Les voies privées sont empierrées et ont une largeur supérieure à 4 mètres. Aucun engin agricole ne stationne en permanence dans les entrées.

(Voir plans de masse en pièce jointe)

Article 13

Site Forge

La bouche incendie est à 650 mètres des bâtiments au lieu-dit La Grande Collinière. Il y a 2 citernes à gaz de 1500 kg pour le chauffage et un stockage de paille de 2200 m³ maxi.

Les bâtiments sont espacés d’au moins 10 mètres. 2 plans d’eau d’environ 4000 et 3000 m³ d’eau en permanence pourraient servir de réserve incendie : l’un d’eux est en bordure de la voie communale, à 150 mètres du site Forge.

Pour la protection interne contre l’incendie, il y aura :
- 3 extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg répartis dans l’atelier et dans chaque bâtiment pour veaux (existant et en projet).
- 3 extincteurs à CO2 de 2 kg au niveau du compteur et dans chaque bâtiment pour veaux (près de l’armoire électrique).
- des vannes de coupure de l’électricité près du compteur EDF, au niveau du tableau électrique de la maison et dans chaque bâtiment pour veaux (disjoncteurs).
- 1 vanne de barrage au niveau de la citerne à fuel.
- 1 vanne de coupure au niveau de chaque citerne de gaz.

Les extincteurs sont vérifiés tous les ans par la société LRS.

(Voir plan de masse en annexe)
En cas de coupure d’électricité, une alarme est déclenchée sur le téléphone de l’exploitant.

Près de l’entrée des bâtiments seront indiqués :
- Le n° d’appel des pompiers : 18
- Le n° d’appel de la gendarmerie : 17
- Le n° d’appel du SAMU : 15
- Le n° d’appel des secours à partir d’un téléphone mobile : 112
- Les dispositions immédiates en cas de sinistre ou d’accident

**Article 14**

**Site Forge**


Les installations électriques seront vérifiées tous les 5 ans.

**Article 15**

**Site Forge**

- La citerne à fuel (3000 l) a une double paroi.
- Le local phyto est dans un local avec un sol étanche et dispose d’une cuve de rétention (1,2 m³) capable de contenir d’éventuelles fuites de produits (faibles volumes). Les produits sont stockés dans leur emballage d’origine. Le local est ventilé et ferme à clé.

**Article 16**

L’élevage se situe en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates (ZV1 pour THOIRE SOUS CONTENSOR) et en Zone d’Action Renforcée par rapport au captage d’eau potable de Pentvert.

C’est le SDAGE Loire-Bretagne qui s’applique. L’élevage appartient au SAGE du bassin versant de la Sarthe Amont.


**ARTICULATION ENTRE LES QUESTIONS IMPORTANTES ET LE SDAGE :**

- LA QUALITÉ DE L’EAU

Que faire pour garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques et les différents usages, aujourd’hui, demain et pour les générations futures?
- Pollutions diffuses : encourager la maîtrise et la réduction de l’usage des pesticides et fertilisants en vue d’en diminuer l’impact
- Pollutions ponctuelles des agglomérations et des industries
• MILIEUX AQUATIQUES

Comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants et diversifiés, des sources à la mer?

• QUANTITÉ

Comment partager la ressource disponible et réguler ses usages?
Comment adapter les activités humaines et les territoires aux inondations et aux sécheresses?
- Approfondir et anticiper la prise en compte du changement climatique dans la gestion de l’eau
- Pour l’équilibre des milieux et la satisfaction de tous les usages, économiser l’eau et gérer les prélèvements
- Réduire les risques liés aux inondations

• GOUVERNANCE

Comment s’organiser ensemble pour gérer ainsi l’eau et les milieux aquatiques dans les territoires, en cohérence avec les autres politiques publiques?
Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, équitable et efficiente?

Sur les différents enjeux, certains concernent directement ou indirectement les élevages :
- repenser les aménagements des cours d’eau (chapitre 1),
- réduire la pollution par les nitrates (chapitre 2),
- réduire la pollution organique et bactériologique (chapitre 3),
- maîtriser et réduire la pollution par les pesticides (chapitre 4),
- protéger la ressource en eau – captages (chapitre 6),
- maîtriser les prélèvements d’eau (chapitre 7),
- préserver les zones humides (chapitre 8),
- préserver le littoral (chapitre 10),
- préserver les têtes de bassin versant (chapitre 11),
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges (chapitre 14).

- repenser les aménagements des cours d’eau,
  1C4 : limitation de l’érosion des sols
  Aucune pente épandable n’excède 10% et nécessite une exclusion du plan d’épandage. Sur les parcelles légèrement en pente, les sillons des cultures seront faits dans le sens perpendiculaire à la pente. En bas de parcelle, des systèmes anti érosifs sont déjà présents : bande enherbée, haies ou talus. De plus, la couverture hivernale des sols permettra de limiter l’érosion.


- réduire la pollution par les nitrates
  Les dispositions du SDAGE sur la réduction des pollutions concernent les dispositions mises en place dans les zones vulnérables et les objectifs du SDAGE de bon état écologique des cours d’eau.
  Le site se situe en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates depuis 1994 (ZV1). Le plafond des 170 kg N sera respecté : 6500 kg Norg restant (bovins/porcs/volailles)/87,06 ha SAU = 74,7 kg N/ha (fiche de calcul NPK en annexe). Le prévisionnel de fertilisation et le cahier d’épandage seront réalisés annuellement, comme actuellement. Le calendrier d’épandage et les règles seront respectés pour la zone vulnérable et la ZAR.

Un plan de fumure est réalisé annuellement pour apporter les doses adaptées aux périodes optimales.
L'équilibre de la fertilisation N a été démontré dans l'étude agro pédologique jointe au dossier (-76 U/ha). Les apports en éléments fertilisants se feront en fonction des besoins des plantes et de leurs capacités exportatrices.


réduction de la pollution organique
L'objectif du SDAGE concernant la réduction des pollutions organiques est la réduction des rejets directs et des apports diffus de phosphore dans le milieu. L'exploitation n'est pas située dans un périmètre de protection de captage d'eau potable. Seul l'ilot n°3 (St Rémy du Val) du plan d'épandage se trouve dans le périmètre éloigné du captage de Pentvert : au nord-ouest du Gué de Chaussée et à 2 km à l'ouest de la prise d'eau de Pentvert. En respectant les équilibres de fertilisation et les calendriers d'épandage, l'impact des apports d'effluents sera minime sur la qualité (voir étude agropédologique ci-jointe). De plus, les parcelles situées sur les communes de Thoiré sous Contensor, St Rémy du Val et Rouessé-Fontaine sont en Zone d'Action Renforcée vis-à-vis des nitrates : des exigences supplémentaires sont demandées. Le Bilan azoté à l'exploitation doit être inférieur à 50 kg/ha, le seuil d'alerte est à 190 unités N/ha et il y a limitation de la destruction chimique des CIPAN (pièges à nitrates).
De plus, sur l'exploitation, l'implantation de bandes enherbées de 10 m le long des cours d'eau, le maintien et l'entretien des haies existantes et la couverture hivernale des sols sont autant de moyens pour limiter l'érosion des sols et donc éviter les pollutions organiques diffuses. Le plan d'épandage ne montre aucune pente supérieure à 10%.

De plus, sur l'exploitation, le maintien et l'entretien des haies existantes et la couverture hivernale des sols sont autant de moyens pour limiter l'érosion des sols et donc éviter les pollutions organiques diffuses.

Le projet sera donc compatible avec l'objectif de réduction des pollutions organiques du SDAGE Loire Bretagne.

maitrise des prélèvements d'eau
L'élevage est raccordé uniquement sur le réseau public. L'abreuvement des animaux est une nécessité. Les équipements sont performants et permettent d'économiser l'eau. Le compteur d'eau permet de connaître les consommations d'eau. La surveillance des fuites est faite quotidiennement. Les abreuvoirs sont conçus pour utiliser le moins d'eau possible (anti-gaspillage). L'usage du nettoyeur à haute pression est une technique qui permet de réduire la consommation d'eau lors des lavages de bâtiments.

Il n'y a pas d'irrigation et l'exploitation ne se situe pas dans une zone de répartition des eaux (ZRE).

Le projet sera donc compatible avec l'objectif de maîtrise des prélèvements d'eau du SDAGE Loire Bretagne.
- maîtrise des pollutions par les pesticides

L’usage des produits phytosanitaires n’est pas en lien avec l’activité d’élevage. Cependant, leur usage se fera avec les précautions d’usage et en limitant les doses au strict minimum. Les zones de non-traitement (ZNT) seront respectées pour éviter la pollution des cours d’eau. Pour réduire le risque, l’exploitant tient compte des conditions météo (vent, hygrométrie, etc).

Les pratiques des exploitants en termes d’utilisation des pesticides sont donc compatibles avec l’objectif de maîtrise des pollutions par les pesticides du SDAGE Loire Bretagne.

- préservation des zones humides et de la biodiversité

Le projet ne modifiera pas le parcellaire actuel et son assolement (plan d’épandage inchangé).
La biodiversité animale et végétale sera préservée sur l’exploitation. Les haies et bosquets existants seront maintenus, de même que les points d’eau. Le site ne se trouve pas dans une zone potentiellement humide. Au niveau du plan d’épandage, les ilots 11 et 12 présentent des zones potentiellement humides le long du ruisseau. Elles ont été vérifiées sur le terrain et ont été retirées des surfaces épandables. Par contre, celles repérées dans l’ilot 7 de Baigneux, correspondent à une parcelle où alternent cultures d’automne et cultures d’hiver : on les a classé en sol assez mouillant (unité 14c) et moyennement mouillant (14b), mais pas en sol hydromorphe ; leur classement en Zone Humide n’a pas été retenu (voir étude agro pédologique).

Des essences locales (haies bocagères) seront privilégiées en cas de reboisement. Les prairies naturelles, parcs à volailles arborés (cahier des charges de la Coopérative des Fermiers de Loué) et bandes enherbées le long des ruisseaux sont valorisés et entretenus, ainsi que les parcelles en culture (couverture des sols l’hiver). Ces éléments jouent le rôle d’infrastructure agro-écologique (voir plan d’épandage joint au dossier).
La valorisation des effluents sur les terres n’en changera ni la destination, ni l’usage et donc n’impactera pas la biodiversité ou les zones humides.

Le projet sera donc compatible avec l’objectif de préservation des zones humides et de la biodiversité du SDAGE Loire Bretagne.


Règlement du SAGE - Objectifs :

Objectif spécifique n°1 : Agir sur la morphologie des cours d’eau et les zones humides pour atteindre le bon état
Objectif spécifique n°2 : Améliorer la qualité de l’eau et sécuriser la ressource en eau pour atteindre le bon état
Objectif spécifique n°3 : Protéger les populations contre le risque inondation
Objectif spécifique n°4 : Promouvoir des actions transversales pour un développement équilibré des territoires, des activités et des usages
Objectif spécifique n°5 : Partager et appliquer le SAGE
Article n°1 - Mettre en œuvre des solutions alternatives à l'enlèvement systématique des sédiments et atterissages

☐ Lien au PAGD : Objectif n°1 : Agir sur la morphologie des cours d'eau et les zones humides pour atteindre le bon état / 1.4 Adopter de nouvelles pratiques d'entretien des cours d'eau

Les interventions d'enlèvement des sédiments et atterrissements dans les cours d'eau, soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement, sont interdites sauf si elles répondent à des impératifs de sécurité ou de salubrité publique, OU si sont cumulativement démontrés :

• des objectifs de maintien ou d'amélioration de la qualité des écosystèmes ;

• l'innocuité des opérations d'entretien pour les espèces ou pour les habitats protégés par des arrêtés de protection de biotope ou identifiés par le réseau Natura 2000 ;

• l'inefficacité de l'auto-entretien pour atteindre le même résultat.

Dans tous les cas les opérations d'enlèvement des sédiments et atterrissements ne doivent intervenir qu'en l'absence de solution alternative à un coût économiquement acceptable (effacement, ouverture des ouvrages, renaturation du lit...).

Article n°2 - Interdire le remplissage des plans d'eau en période d'étiage

☐ Lien au PAGD : Objectif n°2 : Améliorer la qualité de l'eau et sécuriser la ressource en eau potable pour atteindre le bon état / 2.3 Mieux gérer les prélèvements

Les remplissages de plans d'eau entraînent des impacts cumulés significatifs en termes de prélèvement sur la ressource en eau.

En conséquence, les remplissages de plans d'eau en dérivation, par pompage ou par prélèvement dans le réseau hydrographique superficiel, sont interdits du 15 juin au 30 septembre sur l'ensemble les bassins versants des masses d'eau situées en amont du captage en eaux superficielles de l'agglomération d'Alençon (cf. carte n°1 dénommée Bassins versants des masses d'eau situées en amont du captage en eaux superficielles d'Alençon).

Cette règle s'applique à l'ensemble des plans d'eau, qu'ils soient soumis ou non à déclaration ou à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement.

Article n°3 - Interdire les opérations de rectification et de recalibrage de cours d'eau

☐ Lien au PAGD : Objectif n°1 : Agir sur la morphologie des cours d'eau et les zones humides pour atteindre le bon état / 1.4 Adopter de nouvelles pratiques d'entretien des cours d'eau

Les opérations de recalibrage (modification du profil en travers), de rectification (modification du profil en long), de busage, de dérivation et de détournement de cours d'eau (rubriques 3.1.2.0., 3.1.3.0., 3.1.5.0. de la nomenclature Eau), soumises à autorisation ou déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement, sont interdites sur l'ensemble du bassin versant de la Sarthe Amont sauf dans les cas suivants :

• si la nécessité de l'intervention est clairement établie par des impératifs de sécurité ou de salubrité publique et en l'absence d'une autre solution permettant d'atteindre le même résultat à un coût économiquement acceptable ;
pour la mise en œuvre d’ouvrages de réduction des crues reconnus d’intérêt général, associée à la mise en place d’une série de mesures permettant de corriger ou compenser la dégradation de l’habitat biologique piscicole ;

pour la pose de dispositifs de franchissement de cours d’eau sous réserve qu’ils soient compatibles avec le maintien de la continuité écologique ;

pour les interventions de type reméandrage et renaturation de cours d’eau dont l’intérêt général et environnemental est démontré.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés pour une durée de six mois, renouvelable une fois, ne sont pas concernés par ces restrictions.

Article n°4 - Interdire toute nouvelle atteinte à la continuité écologique

□ Lien au PAGD : Objectif n°1 : Agir sur la morphologie des cours d’eau et les zones humides pour atteindre le bon état / 1.6 Restaurer la continuité écologique

En dehors des cours d’eau classés au titre I de l’article L.214-17 du Code de l’environnement sur lesquels aucun nouvel ouvrage ne sera autorisé, les installations et les ouvrages, soumis à autorisation ou déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 dudit Code, qui constituent un obstacle (transversal et/ou longitudinal) à la continuité écologique sur les cours d’eau du bassin versant de la Sarthe Amont, sont interdits sauf si sont cumulativement démontrées :

• l’existence d’un intérêt général avéré et motivé (protection des populations contre les inondations...) ;

• l’absence de solutions alternatives permettant d’atteindre le même résultat à un coût économiquement acceptable ;

• la possibilité de mettre en œuvre des mesures corrigeant et compensant l’atteinte à la continuité écologique et n’aggravant pas les inondations à l’aval.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés pour une durée de six mois, renouvelable une fois, ne sont pas concernés par ces restrictions.

Article n°5 - Restaurer la continuité écologique

□ Lien au PAGD : Objectif n°1 : Agir sur la morphologie des cours d’eau et les zones humides pour atteindre le bon état / 1.6 Restaurer la continuité écologique Lors des demandes de modification ou réfection des ouvrages qui constituent un obstacle à la continuité écologique, les maîtres d’ouvrage étudient systématiquement, dans les documents d’incidences des demandes d’autorisation ou des déclarations réalisées en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l’environnement, la faisabilité des mesures d’amélioration de la continuité écologique.

Ces mesures doivent faire en sorte que ces ouvrages, installations et remblais soient les plus transparents possibles à la migration des espèces biologiques et au transport sédimentaire.

Article n°6 - Encadrer les consolidations et protections de berges

□ Lien au PAGD : Objectif n°1 : Agir sur la morphologie des cours d’eau et les zones humides pour atteindre le bon état / 1.1 Empêcher toute nouvelle dégradation des cours d’eau

Les opérations de consolidation ou de protection des berges (rubrique 3.1.4.0 de la nomenclature Eau portant sur les protections de berges autres que végétales) soumises à
autorisations ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de 
l’environnement, sont interdites sauf si elles répondent à des impératifs de sécurité des 
personnes, des habitations, des bâtiments d’activités, des infrastructures de transports, 
OU si sont cumulativement démontrées :

- l’existence d’enjeux liés à la préservation des milieux aquatiques ;

- l’absence d’atteinte aux réservoirs biologiques, aux zones de frayère, de croissance et 
d’alimentation de la faune piscicole, aux espèces protégées ou aux habitats ayant 
justifié l’intégration du secteur concerné dans le réseau Natura 2000 et dans les 
secteurs concernés par les arrêtés de protection de biotope, Espace Naturel Sensible, 
ZNIEFF de type 1, réserve naturelle régionale.

Dans tous les cas, les maîtres d’ouvrage desdites opérations devront démontrer 
l’inefficacité des techniques de génie végétal ou génie écologique.

**Article n°7 - Protéger et reconquérir les zones d’expansion de crues**

☐ Lien au PAGD : Objectif n°3 : Protéger les populations contre le risque d’inondation / 
3.3 Promouvoir la gestion intégrée du risque d’inondation à l’échelle du bassin versant

Les installations, ouvrages, remblais, dans le lit majeur d’un cours d’eau, soumis à 
autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de 
l’environnement sont interdits sauf si sont démontrées :

- l’existence d’enjeux liés à la sécurité contre les risques d’inondation des personnes, 
ainsi que des habitations, des bâtiments d’activités et des infrastructures de transport 
existants ;

- l’impossibilité technico-économique d’implanter en dehors de ces zones :

- les infrastructures publiques de captage et de traitement des eaux usées, d’eau 
potable et les réseaux qui les accompagnent ;

- les infrastructures de transport structurantes pour le territoire, déclarées d’utilité 
publique.

Dès lors que la mise en œuvre d’un projet conduit, sans alternative avérée, à la 
disparition d’une zone d’expansion des crues, les mesures compensatoires proposées par 
le maître d’ouvrage doivent prévoir, dans le même bassin versant, à proximité immédiate 
du projet, la création ou la restauration de zones d’expansion des crues équivalentes sur 
le plan fonctionnel (absence d’augmentation des vitesses d’écoulement à l’aval, 
compensation volumétrique par tranches altimétriques données, etc.).

Le projet n’est pas directement visé par les articles 1 à 7 du SAGE. Plus spécifiquement, 
certaines actions du PAGD peuvent nous concerner partiellement :

- **Action n°5** : restaurer, préserver et entretenir les zones humides 
Le site ne se trouve pas dans une zone potentiellement humide. Au niveau du 
plan d’épandage, les îlots 11 et 12 présentent des zones potentiellement 
humides le long du ruisseau. Elles ont été vérifiées sur le terrain et ont été 
retirées des surfaces épandables. Par contre, celles repérées dans l’îlot 7 de 
Baigneux, correspondent à une parcelle où alternent cultures d’automne et 
cultures d’hiver : on les a classées en sol assez mouillant (unité 14c) et 
moyennement mouillant (14b), mais pas en sol hydromorphe ; leur classement 
en Zone Humide n’a pas été retenu (voir étude agro pédologique). Il n’y aura 
pas de construction dans une zone potentiellement humide.

- **Action n°13** : poursuivre les efforts engagés par les professionnels pour utiliser 
des techniques moins consommatrices d’eau
Les compteurs d’eau permettent de connaître les consommations d’eau. La surveillance des fuites est faite quotidiennement. Les abreuvoirs (anti gaspillage, tétines) sont des techniques pour utiliser le moins d’eau possible. L’usage du nettoyeur à haute pression est une technique qui permet de réduire la consommation d’eau.

**Action n°14** : mieux connaître et suivre les prélèvements d’eau
Le compteur d’eau (réseau public) permet de connaître les consommations d’eau et de les enregistrer.

**Action n°28** : limiter l’imperméabilisation des sols
En zone vulnérable, la généralisation des couverts végétaux hivernaux (Directive nitrates) permet de limiter l’érosion des sols. En-dehors des surfaces de bâtiments et des chemins d’exploitation, les surfaces autour seront enherbées ou végétalisées, et des haies sont existantes autour des parcelles.

**Actions n°29 et 30** : réalisation des ouvrages de ralentissement dynamique des crues et inventoir, restaurer, gérer le maillage bocager
Des haies et talus sont existants. Des surfaces enherbées ou végétalisées seront maintenues autour des bâtiments. Le maillage bocager limite les risques d’érosion et de transfert des polluants vers les cours d’eau.


Le compteur d’eau (réseau) permet de connaître les consommations d’eau. La surveillance des fuites est faite quotidiennement. Les abreuvoirs (anti gaspillage, tétines) sont conçus pour utiliser le moins d’eau possible. L’usage du nettoyeur à haute pression est une technique qui permet de réduire la consommation d’eau.

L’Earl Garnier dispose d’un local phyto aux normes et se conforme aux périodes et doses prescrites de produits homologués. Leur utilisation est la plus faible possible afin de réaliser aussi des économies financières. L’usage des produits phytosanitaires se fera avec les précautions d’usage et en limitant les doses au strict minimum.

La généralisation des couverts végétaux hivernaux (Directive nitrates) permet de limiter l’érosion des sols.

Quelques haies sont existantes autour du site et au niveau des parcelles du plan d’épandage.

Les parcelles du plan d’épandage respectent une distance d’interdiction de 35 m par rapport aux cours d’eau ou 10 m en présence d’une bande enherbée permanente de 10 m sans intrant, afin de limiter les rejets de polluants. Les règles d’épandage seront respectées.

Les parcelles ne sont pas en zone inondable.
Dans le paragraphe relatif à l’article 7, il a été démontré que la biodiversité animale et végétale serait préservée.

Dans tous les cas, le projet d’élevage et le plan d’épandage restent **compatibles** avec les enjeux du SDAGE et du SAGE SARTHE AMONT, qui sont de réduire les pollutions d’origine azotée, phosphorée et phytosanitaire, d’économiser l’eau et de préserver les zones humides.
Ils ne s'opposent pas aux objectifs et pourront évoluer en fonction des décisions locales. Les exploitants se tiendront informés et suivront des formations si nécessaire.

NB : Le projet n’est pas concerné par d’autres plans, schémas ou programmes et autres documents de planification que ceux abordés dans ce dossier.

**Article 17**
L’eau vient du réseau public. Il y a 1 compteur pour le réseau public. La consommation d’eau est d’environ 1200 m$^3$/an pour le site (alimentation des animaux + lavages), soit environ 3,3 m$^3$/jour sur une année. Après projet, le prélèvement maximum journalier pourra être d’environ 5,5 m$^3$/jour. Cela fera une consommation totale estimée à 2000 m$^3$/an pour l’exploitation. Pour cet élevage, le prélèvement d’eau ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées (carte en annexe).

**Article 18**
Il n’y a pas d’installation de prélèvement d’eau.

**Article 19**
Il n’y a pas de forage.

**Article 20**
Parcours extérieurs des porcs : néant.

**Article 21**
*Site n°2 La Picardie* (non concerné par le projet des veaux)
Parcours extérieurs des volailles (1 poulailler de 6000 poules pondeuses Label Rouge) : il n’y aura pas d’écoulement vers les ruisseaux ou les tiers car le terrain est relativement plat et il n’y a pas de cours d’eau à proximité. Les parcours sont enherbés et arborés. Ils sont maintenus en bon état. La disposition des haies et arbustes permettra une bonne répartition des animaux sur les parcours. Ils sont remis en état, et ressemés si besoin, à la fin de chaque bande (durée du vide sanitaire + le temps avant que les poussins puissent sortir).

**Article 22**
Pâturage des bovins : néant.

**Article 23**
Voir les plans en pièce jointe avec les réseaux de collecte des effluents (lisiers + eaux de lavage).
• Sur le site Forge :

☞ Elevage veaux de boucherie
Les effluents sont issus des bâtiments.

<table>
<thead>
<tr>
<th>CATÉGORIE D'ANIMAUX ET MODE DE LOGEMENT</th>
<th>NOMBRE DE PLACES maxi</th>
<th>QUANTITÉS ANNUELLES ESTIMÉES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2 bâtiments (partie caillèbots + litière accumulée)</td>
<td>450</td>
<td>800</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

Lisier estimé à 40% de la norme en système 100% lisier (2,4 m³/an). Fumier (60 %) estimé à 1,78 t/place/an.

Fumier de veaux ............................................................. 800 tonnes/an
Lisier de veaux ............................................................. 792 m³/an

☞ Elevage de porcs
Les effluents sont issus des bâtiments.

<table>
<thead>
<tr>
<th>CATÉGORIE D'ANIMAUX ET MODE DE LOGEMENT</th>
<th>NOMBRE DE PLACES maxi</th>
<th>QUANTITÉS ANNUELLES ESTIMÉES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Porcs en engraissement (sur caillèbots)</td>
<td>170</td>
<td>-</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

Norme = 1,44 m³/place/an
Lisier de porcs ............................................................. 245 m³/an

• Sur le site La Picardie :

☞ Elevage de volailles Label Rouge
Les effluents sont issus du poulailler.

<table>
<thead>
<tr>
<th>CATÉGORIE D'ANIMAUX ET MODE DE LOGEMENT</th>
<th>NOMBRE DE PLACES maxi</th>
<th>QUANTITÉS ANNUELLES ESTIMÉES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Poules pondeuses (caillèbots + sable)</td>
<td>6000</td>
<td>78</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**TOTAL**

Fientes sèches (>65% MS) estimées à 78 t/place/an.
Fientes 65% MS ............................................................. 78 tonnes/an

• Stockage des déjections :

<table>
<thead>
<tr>
<th>MODE DE STOCKAGE</th>
<th>FOSSÉ</th>
<th>FUIRIÈRE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>volume réel m³</td>
<td>volume utile* m³</td>
</tr>
<tr>
<td>Existant :</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Préfosses sous caillèbots veaux</td>
<td>64</td>
<td>28</td>
</tr>
<tr>
<td>Préfosses sous caillèbots porcs</td>
<td>115</td>
<td>98</td>
</tr>
<tr>
<td>Fosse extérieure</td>
<td>550</td>
<td>450</td>
</tr>
<tr>
<td>Projet</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fosses sous caillèbots veaux</td>
<td>270</td>
<td>227</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td>1019 m³</td>
<td>763 m³</td>
</tr>
</tbody>
</table>
* pour évaluer le stockage utile selon les normes DDAF 1995, on déduit généralement de la hauteur totale de la fosse les hauteurs suivantes :
  - 0,40 m pour les fosses sous caillebotis
  - 0,50 m pour les fosses extérieures non couvertes
  - 0,25 m pour les fosses extérieures couvertes

Les ouvrages de stockage des déjections animales devront respecter les aspects réglementaires (volumes, durées de stockage, étanchéité) en fonction des périodes d’épandage, de la nature des sols et des cultures.

**Période couverte par la capacité de stockage du lisier :**

\[
\frac{763 \times 365}{1037} = 268 \text{ jours soit 9 mois.}
\]

Les capacités de stockage en lisier couvrent environ 9 mois et les épandages seront réalisés : à l’automne au semis des céréales (lisier de veaux), au printemps avant semis de maïs/tournesol (fientes et lisier de porcs). Elles seront donc suffisantes pour respecter les périodes autorisées à l’épandage et les périodes optimales pour les besoins des plantes (voir étude agro pédologique jointe au dossier).

**Période couverte par la capacité de stockage du fumier :**

Les fumiers de litière accumulée (veaux) non susceptibles d’écoulement, de + de 2 mois, et les fientes sèches > 65% MS (volailles) peuvent être stockés au champ et n’ont pas besoin d’ouvrage de stockage.

En zone vulnérable (arrêté PAN du 11/10/16), les prescriptions suivantes s’appliquent à tout stockage d’effluents d’élevage :

Le stockage ou le compostage au champ est autorisé uniquement pour :
- les fumiers compacts non susceptibles d’écoulement;
- les fumiers de volailles non susceptibles d’écoulement;
- les fientes de volailles issues d’un séchage permettant d’obtenir de façon fiable et régulière plus de 65 % de matière sèche.

Sous réserve de respecter les conditions suivantes, communes à ces trois types d’effluents d’élevage :
- lors de la constitution du dépôt au champ, le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d’écoulement latéral de jus; les mélanges avec des produits différents n’ayant pas ces caractéristiques sont interdits;
- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation des îlots culturaux récepteurs dans les conditions définies par le PAN;
- le tas doit être constitué de façon continue pour disposer d’un produit homogène et limiter les infiltrations d’eau;
- le tas ne peut être mis en place sur les zones où l’épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables et dans les zones d’infiltration préférentielles telles que failles ou bétoires;
- la durée de stockage ne dépasse pas neuf mois;
- le tas ne doit pas être présent au champ du 15 novembre au 15 janvier, sauf en cas de dépôt sur prairie ou sur un lit d’environ 10 centimètres d’épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille) ou en cas de couverture du tas;
- le retour du stockage sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans;
- l’îlot cultural sur lequel le stockage est réalisé, la date de dépôt du tas et la date de reprise pour épandage sont indiqués dans le cahier d’enregistrement des pratiques.

Les conditions particulières ci-dessous doivent également être respectées, sauf pour les dépôts de courtes durées inférieurs à dix jours précédant les chantiers d’épandage:
- pour les fumiers compacts non susceptibles d’écoulement, le tas doit être mis en place sur une parcelle en prairie ou sur une parcelle portant une culture implantée depuis plus de deux mois ou une CIPAN bien développée ou un lit d’environ 10 centimètres d’épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille); il doit être constitué en cordon, en bannant les remorques les unes à la suite des autres et ne doit pas dépasser 2,5 mètres de hauteur;
- pour les fumiers de volailles non susceptibles d’écoulement, le tas doit être conique et ne doit pas dépasser 3 mètres de hauteur; la couverture du tas de manière à protéger le tas des intempéries et à empêcher tout écoulement latéral de jus est également exigée dans un délai d’un an suivant l’adoption du programme d’actions national modifié;
- pour les fientes de volailles issues d’un séchage permettant d’obtenir de façon fiable et régulière plus de 65% de matière sèche, le tas doit être couvert par une bâche imperméable à l’eau mais perméable aux gaz.

**Article 24**
Pour les bâtiments d’élevage, les eaux pluviales sont collectées par les gouttières puis évacuées vers le milieu naturel. Pour les toitures des hangars, sans gouttière, les eaux pluviales rejoignent directement le milieu naturel.
Voir les plans en annexe avec les réseaux de collecte des eaux pluviales.

**Article 25**
Aucune justification à apporter.

**Article 26**
L’épandage des effluents d’élevage se fera sur les terres agricoles de l’exploitation. Le lisier sera épandu avec une tonne à lisier de 16 m³ (en CUMA), équipée d’une rampe avec pendillards ou d’enfouisseurs, et de pneus basse pression (double essieu). La distance est de 50 mètres d’un tiers avec enfouissement sous 12 h ou 15 m en cas d’injection. Il y a aussi une tonne en propriété de 8 m³ : la distance est alors de 100 mètres d’un tiers avec enfouissement sous 12 h. Le fumier sera épandu avec un épandeur de 12 t (en location) équipé de hérissons verticaux. La distance est de 15 mètres d’un tiers pour le fumier de bovin compact de plus de 2 mois (enfouissement sous 24 h) et 50 mètres pour les fientes de volailles (enfouissement sous 12 h).
Voir le plan d’épandage joint au dossier.

**Article 27-1**
Aucune justification à apporter.

**Article 27-2, 27-3 et 27-4**
Voir le plan d’épandage et l’étude agropédologique joints au dossier.

**Article 27-5**
Aucune justification à apporter.

**Article 28**
Non concerné.

**Article 29**
Non concerné.
Article 30
Non concerné.

Article 31

- Les odeurs :
Les aliments sont stockés dans des silos étanches.
L'élevage est maintenu en parfait état d'entretien et convenablement ventilé en ventilation dynamique (extraiteurs en cheminée) pour les porcs et veaux, ou en ventilation naturelle pour les volailles. Les habitations voisines sont éloignées de plus de 100 mètres du projet de bâtiment en veaux. Il n'y a pas d'habitations sous les vents dominants (Sud-Ouest vers Nord-Est).
Entre 2 lots, les locaux sont nettoyés et désinfectés : trempage, nettoyage avec pompe à haute pression. Traitement avec un désinfectant (utilisation d'un produit du commerce), pulvérisation d'un insecticide/larvicide.
Le vide sanitaire est d'environ 3 semaines en volailles/veaux et 2 semaines en porcs.
Cela permet d'éliminer les insectes. Un bâtiment de veaux de boucherie est déjà en fonctionnement et n'a pas fait l'objet de plaintes.
La société spécialisée FARAGO assure la dératisation.

Les cadavres d'aniements sont stockés dans des conditions fermées (1 congélateur de 200 l + 1 bac étanche de 600 l) ou sur dalle bétonnée pour les gros animaux. Ils sont évacués rapidement par l'équarrisseur de façon à éviter les odeurs (ATEMAX).

Pour les lisiers, les pendillards sont un dispositif de répartition qui équipe la tonne et qui permet d'atténuer les odeurs lors de l'épandage (épandage au ras du sol et enfouissement sous 12h). En complément, l'utilisation d'enfouisseurs permet d'injecter directement dans le sol.
Dans la fosse extérieure, une croûte se forme à la surface des lisiers, limitant les émissions gazeuses. Lors des chantiers d'épandage (3 fois par an), des odeurs peuvent survenir au moment de la reprise des lisiers. Il n'y a pas d'habitations proches sous les vents dominants.
Les fumiers de litière accumulée émettent peu d'odeurs (enfouis sous 24 h), sauf ponctuellement au moment des curages. Il n'y a pas d'habitations proches sous les vents dominants.
Aucun épandage ne sera réalisé les week-ends, les jours de fêtes, veilles et les jours fériés. Les périmètres de protection autour des habitations seront respectés en fonction de la réglementation en vigueur.

- Les poussières :
Les poussières peuvent provenir des bâtiments ou des voies de circulation. Afin de prévenir ces nuisances :
  - Des haies et des surfaces enherbées sur le site permettent de piéger une grande partie des poussières.
  - Les voies de circulation sont empierrées ; éventuellement l'été, un arrosage permet de limiter l'envol des poussières.
  - Les engins agricoles et camions de livraison respectent des vitesses modérées à l'approche des bâtiments.
  - Les abords des bâtiments et les ouvertures des bâtiments (ventilation) sont régulièrement nettoyés pour éviter l'accumulation de poussières.
• Les émissions gazeuses :

➤ Emissions d'ammoniac :

Le processus de volatilisation de l'ammoniac peut être considéré comme un transfert d'ammoniac gazeux (NH₃) dans l'atmosphère immédiate à partir de l'ammoniac présent dans les phases liquides et gazeuses du sol et des effluents. Les pertes d'azote ont lieu à la fois dans les bâtiments, au cours du stockage et à la suite des épandages.

L'exploitant utilise déjà des techniques qui permettent de réduire ces émissions :
- alimentation adaptée, et performance des techniques nutritionnelles
- bonne ventilation dans les bâtiments.
- épandage du lisier au ras du sol grâce aux pendillards ou injection directe.
- enfouissement rapide des fumiers ou fientes
- Croûte naturelle à la surface de la fosse extérieure.

➤ Gaz à effet de serre (GES)

A l'échelle de l'installation, différents leviers d'actions permettent de limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Efficacité énergétique pour limiter le CO₂

Des mesures sont prises pour réaliser des économies d'énergie qui génèrent de facto une réduction des émissions de CO₂ : température optimale ou pas de chauffage dans les bâtiments, utilisation rationnelle de l'énergie, bonne exposition des bâtiments, préfosses enterrées, isolation performante, entretien et nettoyage des appareils de chauffage, appareils de chauffage régulés et économiques, étalonnage régulier et bon positionnement des sondes thermiques, contrôle des débits d'air, ...

Efficacité alimentaire

Des mesures sont prises pour réaliser des réductions d'éléments NPK excrétés par les animaux. La réduction des émissions de N₂O passe par la réduction de la quantité d'azote excrétée par les animaux. Plusieurs techniques permettent cette réduction d'azote, en amont : amélioration de l'indice de consommation, application de systèmes d'alimentation au plus près des besoins des animaux (multiphase...).

D'une façon générale, il faut noter que l'amélioration des techniques d'élevage, visant à la diminution des consommations d'aliments conduit aussi à réduire les rejets en carbone et en azote, et participe à la réduction des émissions de GES liées en amont à la production d'aliments (consommation d'énergie, d'engrais azotés...) et en aval à la gestion des effluents. L'application de systèmes d'alimentation biphasé ou multiphasé contribue aussi à la réduction des rejets en azote, donc à l'émission de N₂O sur l'ensemble de la chaîne de gestion des déjections, au niveau des bâtiments, au stockage et au niveau des terres d'épandage.

Gestion des effluents

Les lisiers sont stockés en fosse jusqu'aux périodes d'épandage appropriées en fonction des besoins des cultures. Leur stockage se fera à température modérée dans les bâtiments (en cas de fosse profonde). Les lisiers seront régulièrement vidés des préfosses et/ou évacués vers la fosse extérieure où le faible niveau des températures limite la production de méthane.
Les fosses ne seront pas brassées (excepté juste avant l’épandage) afin de favoriser la formation d’une croûte de surface ce qui limite les échanges gazeux et peut contribuer à limiter les émissions CH4 et de N2O produites en fond de fosse.

Le projet aura une partie en litière accumulée : fumier compact sans écoulement.

**Stockage du carbone**

Les mesures suivantes visant au maintien ou à la création de stockage de carbone sont mises en place : maintien ou création de talus et/ou de bandes enherbées, d’espaces boisés, de haies, choix de culture adaptées aux conditions climatiques et produisant le plus de biomasse (recherche de culture alliant une bonne productivité à l’hectare, une faible consommation en eau, en engrais et en pesticides), enfouissement des résidus de culture qui apportent du carbone au sol...

**Autres leviers**

Les éleveurs contribuent, en accroissant l’autonomie de leur système, sur les postes aliment et énergie, à réduire la production de gaz à effet de serre : Entretien et nettoyage des appareils et des circuits de ventilation, éclairage naturel, néons à ballasts électroniques, minuteries, détecteurs de présence, nettoyage des luminaires, des surfaces réfléchissantes, des fenêtres, ...

**Article 32**

- Le bruit et les vibrations :
  Les principales sources de bruit qui peuvent être engendrées par cet élevage sont les suivantes :
  - bruit des animaux,
  - bruit des camions de livraison d’aliment et d’enlèvement des animaux,
  - bruit des engins actionnés par des moteurs (pompes, ventilateurs, etc...).

Equipements et dispositifs qui limitent le bruit et les vibrations :
- isolation des parois et plafonds (pour les bâtiments chauffés)
- animaux en bâtiments « fermés » et alimentés régulièrement (non stressés)
- Habitations de tiers à plus de 100 mètres. Pas de plaintes/fonctionnement actuel des bâtiments existants
- haies plantées en limite de parcelle
- entretien et vérification du bon fonctionnement des engins motorisés et des ventilateurs
- engins agricoles conformes aux normes concernant les émissions sonores
- accès stabilisés et les camions respecteront une vitesse modérée pour limiter les vibrations. Les engins seront conformes aux normes concernant les émissions sonores
- respect de la réglementation en vigueur concernant les émissions sonores (aux périodes et durées autorisées)

**Article 33**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Liste des déchets prévisibles</th>
<th>Mode de traitement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Palettes en bois non traité</td>
<td>Stockage en attente enlèvement</td>
</tr>
<tr>
<td>Activités de soin, seringues, flacons</td>
<td>Stockage en attente enlèvement</td>
</tr>
<tr>
<td>Cartons d’emballage, sacs en papier</td>
<td>Stockage en attente enlèvement</td>
</tr>
<tr>
<td>Néons, ampoules</td>
<td>Stockage en attente enlèvement</td>
</tr>
<tr>
<td>Huiles usagées</td>
<td>Stockage en attente enlèvement</td>
</tr>
<tr>
<td>Ferraille</td>
<td>Stockage en attente enlèvement</td>
</tr>
<tr>
<td>Bidons, bâches plastiques</td>
<td>Stockage en attente enlèvement</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadavres animaux</td>
<td>Stockage en attente enlèvement</td>
</tr>
</tbody>
</table>
**Article 34**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Types de déchets et sous-produits</th>
<th>Entreposage</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Palettes</td>
<td>Dans le hangar matériel</td>
</tr>
<tr>
<td>Activités de soin, seringues, flacons</td>
<td>Bidons jaunes dans les bâtiments d'élevage</td>
</tr>
<tr>
<td>Cartons d'emballage, sacs en papier, néons, bâches</td>
<td>Dans le hangar matériel</td>
</tr>
<tr>
<td>Huile</td>
<td>En futs (atelier)</td>
</tr>
<tr>
<td>Ferraille</td>
<td>A l'extérieur</td>
</tr>
<tr>
<td>Bidons</td>
<td>Dans le local phyto</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadavres animaux</td>
<td>1 conglérateur 200 l + 1 bac étanche 600 l + dalle bétonnée</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Article 35**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Liste des déchets prévisibles</th>
<th>Mode d'élimination</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Palettes</td>
<td>Recyclage sur le site</td>
</tr>
<tr>
<td>Activités de soin</td>
<td>Opération Médicollecte</td>
</tr>
<tr>
<td>Cartons d'emballage, sacs en papier, bâches, bidons</td>
<td>Opération de collecte ou reprise par le fournisseur</td>
</tr>
<tr>
<td>Néons, ampoules</td>
<td>Déchèterie</td>
</tr>
<tr>
<td>Huiles usagées</td>
<td>Société agréée (garagiste)</td>
</tr>
<tr>
<td>Ferraille</td>
<td>Ferrailleur</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadavres</td>
<td>Equarrisseur ATEMAX</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les déchets dangereux (bidons phytosanitaires et déchets de soins vétérinaires par exemple) seront éliminés conformément à la réglementation. L'exploitation sera compatible avec le Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux (PREDD 2009-2019).

**Article 36**
Aucune justification à apporter.

**Article 37**
Aucune justification à apporter.

**Article 38**
Aucune justification à apporter.

**Article 39**
Aucune justification à apporter.

**Article 40**
Aucune justification à apporter.

**Article 41**
Aucune justification à apporter.

**Article 42**
Aucune justification à apporter.
Pièce n°10 : Arrêté de la demande de permis de construire
REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de Thoiré-sous-Contensor

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le maire de Thoiré-sous-Contensor,

Vu la demande de permis de construire présentée le 17 juillet 2017 par la EURL GARNIER, représentée par Monsieur GARNIER Sébastien demeurant lieu-dit La Vielle Picardie, Thoiré-sous-Contensor (72610);

Vu l'objet de la demande :
- pour la construction d'un bâtiment pour veaux de boucherie ;
- sur un terrain situé lieu-dit La Forge, à Thoiré-sous-Contensor (72610) ;
- pour une surface de plancher crée de 684 m² ;

Vu le code de l'Urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 13 septembre 2017 ;

Vu l'avis favorable de la Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) en date du 21/08/2017 ;

ARRÊTÉ

Article 1

Le permis de construire est ACCORDE.

Article 2

En application de l'article L425-10 du code de l'urbanisme, les travaux ne pourront être exécutés avant la décision d'enregistrement prévue à l'article L612-7-3 du code de l'environnement.

Le 24/10/2017

Le maire,

Philippe DENIEUL

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours graduel l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés élévés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
Pièce n°12 : compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes

SDAGE : voir éléments justifiant la compatibilité dans la pièce jointe n°6 + étude agropédologique

SAGE : voir éléments justifiant la compatibilité dans la pièce jointe n°6 + étude agropédologique

Le Programme national de prévention des déchets 2014-2020

Le programme national de prévention des déchets 2014-2020 a pour ambition de rompre la corrélation entre production de déchets et croissance économique et démographique.

A compter de 2015 (parution de la loi de transition énergétique pour la croissance verte), la politique française de prévention des déchets s'intègre dans le cadre plus large de la transition vers l'économie circulaire et l'utilisation efficace des ressources, pour permettre la mutation de notre économie vers un mode plus économe en ressources mais restant porteur de croissance économique.

Le programme traite de l'ensemble des catégories de déchets :

- déchets minéraux ;
- déchets dangereux ;
- déchets non dangereux non minéraux.

Le programme concerne l'ensemble des acteurs économiques :

- déchets des ménages ;
- déchets des entreprises privées ;
- déchets des administrations publiques ;
- déchets de biens et de services publics.

Les principes du programme

Articulé en trois grandes parties, le programme vise à :

- faire le bilan des actions de prévention menées jusqu'alors, notamment dans le cadre du plan national de prévention 2004-2012 ;
- fixer des orientations et objectifs pour la période 2014-2020 ;
- préparer la mise en œuvre, le suivi ainsi que l'évaluation des mesures élaborées.
Le programme, qui couvre 55 actions de prévention, est articulé autour de 13 axes :

- mobiliser les filières REP au service de la prévention des déchets ;
- augmenter la durée de vie des produits et lutter contre l’obsolescence programmée ;
- prévenir les déchets des entreprises ;
- prévenir les déchets du BTP (construction neuves ou rénovations) ;
- développer le réemploi, la réparation et la réutilisation ;
- poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité des biodéchets ;
- lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- poursuivre et renforcer des actions sectorielles en faveur d’une consommation responsable ;
- mobiliser des outils économiques incitatifs ;
- sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets ;
- déployer la prévention dans les territoires par la planification et l’action locales ;
- promouvoir des administrations publiques exemplaires en matière de prévention des déchets ;
- contribuer à la démarche de réduction des déchets marins.

Le programme fixe notamment comme objectifs :

- une diminution de 7 % de l’ensemble des déchets ménagers et assimilés (DMA) par habitant par an à horizon 2020 par rapport à 2010, dans la continuité du précédent plan national (limité aux ordures ménagères) ;
- une stabilisation au minimum de la production de déchets des activités économiques (DAE) d’ici à 2020 ;
- une stabilisation au minimum de la production de déchets du BTP d’ici à 2020, avec un objectif de réduction plus précis à définir.


**Le Programme régional de prévention et gestion des déchets**

Programme en cours d’élaboration.

**Le Programme d’action national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d’origine agricole**

Voir éléments justifiant la compatibilité dans la pièce jointe n°6 + étude agropédologique.
Le Programme d’action régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d’origine agricole

Voir éléments justifiant la compatibilité dans la pièce jointe n°6 + étude agropédologique.
Pièce n°13 : évaluation des incidences Natura 2000

Pièce n°13.1 Description du projet et carte

Description du projet :
Le projet consiste à construire un bâtiment pour 250 veaux de boucherie sur le site « Forge » (commune de Thoiré sous Contensor), en complément du bâtiment existant (200 places de veaux de boucherie). Il y aura environ 1,9 lots/an après projet, soit 855 veaux produits par an. Le poids à l’abattage sera d’environ 300 kg vif à 160 jours d’âge.

Le projet de construction fera 18,20 m x 36,20 m. Un local de 5 m x 5 m servira à la préparation du lait. Les aliments seront stockés dans 2 silos sur pieds de 25 m³ chacun et 1 silo de 15 m³. 1 citerne à gaz de 1500 kg sera nécessaire.

Les veaux seront logés sur litière accumulée (paille), avec une partie sur caillébotis pour collecter les effluents. Ces derniers sont ensuite collectés dans la fosse à lisier extérieure. Les fumiers compacts non susceptibles d’écoulement (2 mois en bâtiment) pourront être stockés au champ.

Le lieu du projet et les parcelles d’épandage se trouvent respectivement, au plus près, à environ :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Code Natura 2000</th>
<th>Site Forge</th>
<th>Parcelles d’épandage</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>FR5200645</td>
<td>3 000 mètres</td>
<td>800 mètres</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Code</th>
<th>Appellation</th>
<th>Docob</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>FR5200645</td>
<td>VALLEE DU RUTIN, COTEAU DE CHAUMITON, ETANG DE</td>
<td>DOCOB opérationnel</td>
</tr>
<tr>
<td>(SIC/ZSC)</td>
<td>SAOSNES ET FORET DE PERSEIGNE</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Cartographie des espaces protégés sur le territoire français
Pièce n°13.2 Étude d'incidences

site FR5200645 concerné.

FR5200645

Description :
Le site regroupe une partie du massif forestier de Perseigne (en dehors des parties boisées), caractérisée par des vallons encaissés dont les cours d'eau sont localement bordés de ripisylves, la vallée du Rutin encaissée entre des coteaux calcaires couverts de landes et pelouses sèches, contrastant avec des plateaux intensément cultivés sur sa périphérie, et l'étang de Saosnes.
Remarquable diversité d'habitats représentant les divers stades dynamiques, depuis les pelouses calcicoles jusqu'aux stades forestiers. Les étangs et prairies tourbeuses complètent l'ensemble.
L'ensemble est dans un bon état de conservation, les zones humides étant les plus dégradées. Leur restauration paraît toutefois possible si une gestion adaptée est mise en place.
Plusieurs cavités sont propices aux chiroptères, dont plusieurs espèces d'intérêt communautaire ont été recensées sur le site.

Vulnérabilité :
L'eutrophisation excessive de l'étang de Saosnes, les perturbations hydrauliques engendrées par des pompages et la création de plans d'eau sont les principales sources de dégradation des habitats de zones humides.
L'embroussaillement des pelouses et zones tourbeuses constitue une autre menace potentielle.
Enfin, l'enserrinement des peuplements feuillus doit être limité dans le cadre de l'aménagement de la forêt domaniale.

Analyse des incidences :
Il s'agit des principales incidences et activités ayant des répercussions notables sur le site.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Incidences négatives</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Importance</td>
</tr>
<tr>
<td>H</td>
</tr>
<tr>
<td>H</td>
</tr>
<tr>
<td>H</td>
</tr>
<tr>
<td>H</td>
</tr>
<tr>
<td>M</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Incidences positives</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Importance</td>
</tr>
<tr>
<td>H</td>
</tr>
<tr>
<td>H</td>
</tr>
</tbody>
</table>

- Importance : H = grande, M = moyenne, L = faible.
- Pollution : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.
- Intérieur / Extérieur : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.
Ces menaces avec incidences négatives sont à l’intérieur du site. Elles ne concernent pas le projet qui est situé à plusieurs km.
Les parcelles d’épandage et le projet n’ont pas de lien direct avec la zone Natura 2000, ni hydrographique ni avec les écosystèmes.
L’ilot 3 (6,19 ha de culture) est en point haut par rapport à l’étang de Saosnes. Cependant, il est à 800 mètres et un chemin les sépare (fossés). L’ilot 3 est en zone vulnérable et dans le périmètre de protection éloignée du captage d’eau de Pentvert. La présence de couverts végétaux toute l’année, le respect des équilibres de fertilisation et des calendriers d’épandage, limiteront l’impact des apports d’effluents sur la qualité de l’eau (voir étude agropédologique ci-jointe). Les quantités d’effluents apportées seront modérées et en dehors des périodes de pluviosité pour éviter tout ruissellement. De plus, les parcelles situées sur les communes de Thoiré sous Contensor, St Rémy du Val et Rouessé-Fontaine sont en Zone d’Action Renforcée vis-à-vis des nitrates : des exigences supplémentaires sont demandées. Le Bilan azoté à l’exploitation doit être inférieur à 50 kg/ha, le seuil d’alerte est à 190 unités N/ha et il y a limitation de la destruction chimique des CIPAN (pièges à nitrates). La pollution des eaux de surface par les pratiques agricoles sur cet îlot semble donc peu probable.

Dans la fosse extérieure, une croûte naturelle se forme à la surface des liens, limitant les émissions gazeuses.
Les fumiers de litière accumulée seront enfouis sous 24 h.
Les épandages sont réalisés de façon ancestrale et n’ont pas révélé d’effets négatifs.

**On peut donc conclure à l’absence d’incidence significative de ce projet et des épandages sur les sites NATURA 2000.**
Je, soussigné:

Monsieur Sébastien GARNIER, gérant de l'EARL GARNIER,
"Fargo"
72 610 THOIRE SOUS CONTENSOR

certifie l'exactitude des renseignements portés dans ce dossier.

Fait à THOIRE SOUS CONTENSOR, le 28/06/2017

SIGNATURE
Annexes

Guide de justification de conformité à l’arrêté du 27/12/2013 ☑
Arrêté du 27/12/2013 relatif aux prescriptions ICPE régime Enregistrement ☑
Fiche de calcul NPK ☑
Carte de zones de répartition des eaux ZRE ☑
Plan des installations techniques et du réseau pluvial ☑
Contrôle conformité électricité ☑
Guide de justification de conformité à l'arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous les rubrique 2101-2 (bovins laitiers) et 2102 (porcins)

Comme prévu par le code de l'environnement, le pétitionnaire énumère et justifie dans son dossier d'enregistrement les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions de l'arrêté.
Le présent tableau donne un exemple des justifications qui peuvent être apportées dans le dossier d'enregistrement au regard des différents articles de l'arrêté. Un même plan peut comporter plusieurs informations et descriptions. Un dossier respectant ce canevas de justification sera considéré comme complet par l'administration.
La nature des contrôles à réaliser lors de l'inspection de recollement est également précisée à titre indicatif dans la dernière colonne du tableau ci-dessous.
Seul l'arrêté fait foi pour fixer le contenu des prescriptions à justifier.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Prescriptions</th>
<th>Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement</th>
<th>Contrôles à réaliser lors de l'inspection de recollement (lorsque justification non apportée dans le dossier)</th>
</tr>
</thead>
</table>
| Article 1er   | Les effectifs de vaches laitières précisés dans la demande d'enregistrement sont compris entre 151 et 200.  
Les effectifs de porcs précisés dans la demande d'enregistrement sont compris entre 450 animaux-équivalents et 2000 emplacements de porcs ou 750 emplacements de truies |                                                                                                                     |
| Article 2 (définitions) | Aucune                                      |                                                                                                                     |
| Article 3 (conformité de l'installation) | Aucune                                      |                                                                                                                     |
| Article 4 (dossier installation classée) | Aucune                                      | Présence du dossier installation classée                                                                       |
| Article 5 (implantation) | Justification sur un plan du respect des distances mentionnées à l'article 5 |                                                                                                                     |
| Articles 6 (Intégration dans le paysage) | Descriptions des mesures prévues |                                                                                                                     |
| Article 7 (infrastructures agro-écologiques) | Descriptions des mesures prévues (liste des infrastructures prévues, bandes enherbées 
reportées sur la cartographie du plan d'épandage article 27) |                                                                                                                     |
| Article 8 (localisation des risques) | Plan avec identification et localisation des ateliers ou stockages présentant un risque 
d'accident (peut être le même que celui mentionné à l'article 5) |                                                                                                                     |
<table>
<thead>
<tr>
<th>Prescriptions</th>
<th>Justifications à apporter dans le dossier de demande d’enregistrement</th>
<th>Contrôles à réaliser lors de l’inspection de recollement (lorsque justification non apportée dans le dossier)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Article 9 (état des stocks de produits dangereux)</td>
<td>Aucune</td>
<td>Contrôle des documents mentionnés à cet article</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 10 (propriété de l’installation)</td>
<td>Aucune</td>
<td>Propreté de l’installation</td>
</tr>
</tbody>
</table>
| Article 11 (aménagement)  | I. Description des matériaux utilisés pour les sols et bas de murs et des dispositifs de collecte des effluents.  
II. Description des conditions de stockage des aliments à l’extérieur.  
III. Description des équipements de stockage et de traitement des effluents ; justification des mesures de sécurité pour les ouvrages de stockage à l’air libre des effluents liquides ; justification de la conformité au cahier des charges approprié ou de l’équivalence du dispositif.  
III. Périodicité de l’examen  | |
| Article 12 (accessibilité) | Plan (peut être le même que celui mentionné à l’article 5) et description des dispositions d’accessibilité prévues.  
En cas d’impossibilité technique de respecter les dispositions de l’article 12, l’exploitant proposera des mesures équivalentes qui doivent avoir recueilli l’accord des services départementaux d’incendie et de secours (SDIS) (attestation du SDIS à joindre).  | |
| Article 13 (moyens de lutte contre l’incendie) | Plan (peut être le même que celui mentionné à l’article 8) et description des dispositifs de sécurité mis en place indiquant :  
- la quantité et le type d’agent d’extinction prévu  
- les modalités de dimensionnement des réserves en eau et les mesures prises pour assurer la disponibilité en eau  
- la localisation des vannes.  
En cas d’impossibilité technique de respecter ces dispositions, l’exploitant peut proposer des mesures alternatives permettant d’assurer la lutte contre l’incendie, accompagnées de l’accord des services départementaux d’incendie et de secours (SDIS).  | Affichage des consignes |
| Article 14 (installations électriques et techniques) | Plan des installations techniques (gaz, chauffage, fioul) (peut être le même que celui mentionné à l’article 8) | Documents justificatifs de maintenance |
| Article 15 (dispositif de rétention) | Liste des stockages de produits concernés et calcul de dimensionnement des dispositifs de rétention ou descriptif des cuves  
Descriptif des aires et des locaux de stockage | Aménagements mis en œuvre |
<table>
<thead>
<tr>
<th>Prescriptions</th>
<th>Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement</th>
<th>Contrôles à réaliser lors de l'inspection de recollement (lorsque justification non apportée dans le dossier)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Article 16 (Compatibilité avec le SDAGE et le SAGE, zones vulnérables)</td>
<td>Liste des obligations qui s'appliquent directement à l'installation</td>
<td>Aucun</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 17 (prélèvement d'eau)</td>
<td>Indication du volume maximum de prélèvement journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel et selon le type de prélèvement. Justification que le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées Lorsque le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, justification d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m³ par heure. Lorsque le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, justification que le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m³ par an. Lorsque le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, justification qu'il est inférieur à 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 18 (ouvrages de prélèvements)</td>
<td>Lorsque le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³ par an, justification que les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement.</td>
<td>Présence et fonctionnement du compteur et le cas échéant du dispositif de disconnexion. Adéquation des volumes prélevés par rapports aux besoins de l'élevage.</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 19 (forage)</td>
<td>Plan d'implantation et note descriptive des forages (peut être le même que celui mentionné à l'article 5) Lors de la réalisation de forages en nappe, justification des dispositions prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, description des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage seront mises en oeuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

3
<table>
<thead>
<tr>
<th>Prescriptions</th>
<th>Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement</th>
<th>Contrôles à réaliser lors de l'inspection de recollement (lorsque justification non apportée dans le dossier)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Article 20 (parcours extérieurs des porcs)</td>
<td>Plan des parcours avec identification des parcelles, accompagné d'un tableau précisant le type et nombre d'animaux et la durée de présence des animaux sur chaque parcours</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 21 (parcours extérieurs des volailles – article sans mesures réglementaires)</td>
<td>sans objet</td>
<td>sans objet</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 22 (pâturage des bovins)</td>
<td>Description des moyens permettant de limiter la dégradation du milieu par les animaux de l'élevage Plan des pâturages avec identification des parcelles accompagné d'un tableau précisant le type et le nombre d'animaux</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 23 (effluents d'élevage)</td>
<td>Plan et note descriptive des réseaux de collecte des effluents Justification du dimensionnement des ouvrages de stockage des effluents, y compris la capacité de stockage des eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, des eaux usées et des jus (d'ensilage par exemple) issus de l'activité d'élevage et des annexes. Le cas échéant, description des conditions de stockage au champ</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 24 (rejet des eaux pluviales)</td>
<td>Description du réseau de collecte des eaux pluviales et du mode de stockage ou d'évacuation et plan (peut être le même que celui mentionné à l'article 5)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 25 (eaux souterraines)</td>
<td>Aucune</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 26 (généralités)</td>
<td>Description du ou des modes d'épandage ou de traitement choisi(s)</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 27-1 (épandage généralités)</td>
<td>Aucune</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 27-2 (plan d'épandage)</td>
<td>Plan d'épandage conforme</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 27-3 (interdictions d'épandage et distances)</td>
<td>Cartographie des zones épandables délimitant les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 27-4 (dimensionnement du plan d'épandage)</td>
<td>Vérification, conformément à l'annexe I, des calculs d'apports d'azote organique (et le cas échéant de phosphore) ; vérification des calculs d'export par les plantes ; vérification de la cohérence globale et des calculs de dimensionnement y comprises les terres mises à disposition</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 27-5 (délais d'enfouissement)</td>
<td>Aucune</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 28 (stations ou équipements de traitement)</td>
<td>Description technique des équipements et de la méthode de traitement. Description des moyens de contrôle et de surveillance de chaque étape du processus de</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prescriptions</td>
<td>Justifications à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement</td>
<td>Contrôles à réaliser lors de l'inspection de recollement (lorsque justification non apportée dans le dossier)</td>
</tr>
<tr>
<td>-----------------------</td>
<td>----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------</td>
<td>---------------------------------------------------------------------------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 29 (compostage)</td>
<td>traitement  Calcul prévisionnel de bilan matière (azote, phosphore) et des taux d’abattement.  Description technique des équipements et de la méthode de compostage.  Description des moyens de contrôle et de surveillance de chaque étape du processus de traitement  Calcul prévisionnel de bilan matière (azote, phosphore) et des taux d’abattement.</td>
<td>Mesures mises en place  Contrôle des dispositifs d’alerte</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 30 (site de traitement spécialisé)</td>
<td>Liste des sites retenus et volumes prévisionnels livrés.  Description des équipements et dispositifs et notamment :  - liste des principales sources d’émissions odorantes vers l’extérieur, qu’elles soient continues ou discontinues, concentrées ou diffuses ;  - document précisant les moyens techniques et les modes d’exploitation mis en œuvre pour limiter les émissions odorantes provoquées par l’installation.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 31 (odeurs, gaz, poussières)</td>
<td>Description des équipements et dispositifs qui limitent le bruit et les vibrations  Description des stockages prévus par type de déchets et sous-produits  Description des modalités d’entreposage des cadavres</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 32 (bruit)</td>
<td>Description des équipements et dispositifs qui limitent le bruit et les vibrations</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 33 (généralités)</td>
<td>Liste des différents déchets prévisibles et de leur mode de traitement</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 34 (stockage et entreposage de déchets)</td>
<td>Description des stockages prévus par type de déchets et sous-produits  Description des modalités d’entreposage des cadavres</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 35 (élimination)</td>
<td>Identification des systèmes d’élimination des cadavres, déchets et sous produits.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 36 (parcours et pâturage pour les porcins)</td>
<td>Aucune</td>
<td>Vérification des données mentionnées dans le registre pour les porcins</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 37 (cahier d’épandage)</td>
<td>Aucun</td>
<td>Complétude et cohérence des données enregistrées</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 38 (stations ou équipements de traitement)</td>
<td>Aucun</td>
<td>Vérification du cahier d’exploitation et des bilans matières  Résultat des analyses conformes</td>
</tr>
<tr>
<td>Article 39 (compostage)</td>
<td>Aucun</td>
<td>Complétude et cohérence des données enregistrées</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Article 40 - SUPPRIME</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 41</td>
<td>Aucun</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Article 42</td>
<td>Aucun</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Arrêté du 27/12/2013 relatif aux prescriptions ICPE régime Enregistrement
Arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques nos 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

NOR: DEVP1329749A
Version consolidée au 14 juin 2017

Le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,
Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;
Vu l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement;
Vu l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances;
Vu l'arrêté du 26 février 2002 modifié relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage;
Vu l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments;
Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret no 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement;
Vu l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets;
Vu l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole;
Vu l'avis des organisations professionnelles concernées;
Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques en date du 17 décembre 2013;
Vu les observations formulées lors de la consultation publique réalisée du 25 octobre 2013 au 15 novembre 2013, en application de l'article L. 120-1 du code de l'environnement,

Arrête :

Article 1

▷ Modifié par Arrêté du 7 décembre 2016 - art. 1

Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques no 2101, 2102 et 2111.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice :
- de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ;
- des autres réglementations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Article 2

▷ Modifié par Arrêté du 7 décembre 2016 - art. 1

Au sens du présent arrêté, on entend par :

"Habitation" : un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes, tel que logement, pavillon, hôtel ;

"Local habituellement occupé par des tiers" : un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.) ;
"Bâtiments d'élevage" : les locaux d'élevage, les locaux de quarantaine, les couloirs de circulation des animaux, les aires d'exercice, de repos et d'attente des élevages bovins, les quais d'embarquement, les enclos des élevages de porcs en plein air, ainsi que les vérandas, les enclos et les volières des élevages de volailles ;

"Annexes" : toute structure annexe, notamment les bâtiments de stockage de paille et de fourrage, les silos, les installations de stockage, de séchage et de fabrication des aliments destinés aux animaux, les équipements d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, les aires d'ensilage, les salles de traite, à l'exception des parcsours ;

"Effluents d'élevage" : les déjections liquides ou solides, les fumiers, les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux, les eaux usées et les jus (d'ensilage par exemple) issus de l'activité d'élevage et des annexes ;

"Traitement des effluents d'élevage" : procédé de transformation biologique et/ou chimique et/ou physique des effluents d'élevage ;

"Epanage" : action mécanique d'application d'un effluent brut ou traité dans ou sur le sol ou son couvert végétal ;

"Azote éparable" : azote excrété par un animal d'élevage en bâtiment et à la pâture auquel est soustrait l'azote volatilisé lors de la présence de l'animal en bâtiment et lors du stockage de ses déjections ;

Nouvelle installation :
- pour les vaches laitières (dans les installations dont le nombre de vaches est compris entre 151 et 200) et les porcs : installation dont le dossier d'enregistrement a été déposé après le 1er janvier 2014 ou installation faisant l'objet après cette date d'une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement. Est notamment considérée comme modification substantielle une augmentation du nombre d'êtres équivalents sur l'installation de 450 pour les porcs et 150 pour les vaches laitières ;
- pour les volailles : installation dont le dossier d'enregistrement a été déposé après le 2 octobre 2015 ou installation faisant l'objet après cette date d'une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement.
- pour les bovins (dans les installations de veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement ainsi que dans les installations dont le nombre de vaches est compris entre 201 et 400) : installation dont le dossier d'enregistrement a été déposé après le 7 décembre 2016, ou installation faisant l'objet après cette date d'une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement.

Installation existante : installation ne répondant pas à la définition de nouvelle installation.

---

**Chapitre Ier : Dispositions générales**

**Article 3**

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.

L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.

**Article 4**

- Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :
- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
  - le registre des risques (article 14) ;
  - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;
  - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;
  - le cahier d'épandage y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;
- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30) et/ou le cahier d'enregistrement des compostages le cas échéant (cf. art. 39) et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;
- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).
Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

**Article 5**

Modifié par Arrêté du 7 décembre 2016 - art. 1

I. - Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :

100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande. Cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation, toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;

35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulément libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;

500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;

50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrisson ou avec apport de nourriture exceptionnel.

En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées par le présent article peuvent être augmentées.

II. - Pour les élevages de porcs en plein air, la distance de 100 mètres du I est réduite à 50 mètres. Les autres distances d'implantation s'appliquent.

III. - Pour les élevages de volailles en plein air, pour les volières où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, la distance de 100 mètres du I est réduite à 50 mètres. Les autres distances d'implantation du I s'appliquent.

Pour les enclos et les parcours où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, les clôtures sont implantées :
- à au moins 50 mètres, pour les palmipèdes et les pintades, et à au moins 20 mètres, pour les autres espèces, des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme). Les autres distances d'implantation du I s'appliquent.

IV. - Pour les installations de volailles existantes les enclos et les parcours où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, les clôtures sont implantées :
- à au moins 10 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulément libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau. Cette distance est d'au moins 20 mètres pour les palmipèdes.
Les autres distances d'implantation du I s'appliquent.

V. - Pour les installations de bovins (entre 151 et 200 vaches laitières) et de porcs existantes, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux bâtiments d'élevage, annexes et parcours pour lesquels le dossier d'enregistrement a été déposé après le 1er janvier 2014, ou pour lesquels le changement notable a été porté à la connaissance du préfet après le 1er janvier 2014, sauf si ces bâtiments ou annexes remplacent un bâtiment existant avec une emprise au sol ne dépassant pas celle de l'existant augmentée de 10 %.
Pour les installations de volailles existantes, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux bâtiments d'élevage, annexes et parcours pour lesquels le dossier d'enregistrement a été déposé après le 2 octobre 2015, ou pour lesquels le changement notable a été porté à la connaissance du préfet après le 2 octobre 2015, sauf si ces bâtiments ou annexes remplacent un bâtiment existant avec une emprise au sol ne dépassant pas celle de l'existant augmentée de 10 %.
Pour les installations de bovins (veaux de boucherie et/ou bovins à l'engraissement et entre 201 et 400 vaches laitières) existantes, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux bâtiments d'élevage, annexes et parcours pour lesquels le dossier d'enregistrement a été déposé après le 7 décembre 2016, ou pour lesquels le changement notable a été porté à la connaissance du préfet après cette date, sauf si ces bâtiments ou annexes remplacent un bâtiment existant avec une emprise au sol ne dépassant pas celle de
l'existant augmentée de 10 %.

Article 6
L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Article 7
L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agro-écologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

> Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions

> Section 1 : Généralités

Article 8
L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Article 9
Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.

Article 10
Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction.

> Section 2 : Dispositions constructives

Article 11
> Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

I. - Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, des volsières, des vérandas, et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

II. - Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé, ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et
font l’objet d’une surveillance appropriée permettant de s’assurer de leur bon état.
IV. - Les dispositions du I ne s’appliquent pas aux installations existantes autorisées avant le 1er octobre 2005 ainsi qu’aux installations d’élevages de volailles existantes non soumises à la législation relative aux installations classées pour la protection de l’environnement avant le 2 octobre 2015.

**Article 12**

L’installation dispose en permanence d’un accès au moins pour permettre à tout moment l’intervention des services d’incendie et de secours.
Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l’installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l’intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l’entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.
Les véhicules dont la présence est liée à l’exploitation de l’installation stationnent, lorsqu’il n’y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l’accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l’installation, même en dehors des heures d’exploitation et d’ouverture de l’installation.
Les dispositions du présent article ne s’appliquent pas aux installations existantes.

**Article 13**

L’installation dispose de moyens de lutte contre l’incendie adaptés aux risques, notamment d’un ou de plusieurs appareils d’incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d’eau, bassins, citernes, etc., d’une capacité en rapport avec le danger à combattre.
A défaut des moyens précédents, une réserve d’eau d’au moins 120 mètres cubes destinée à l’extinction est accessible en toutes circonstances.
La protection interne contre l’incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d’extinction sont appropriés aux risques à combattre.
Ces moyens sont complétés :
— s’il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d’un extincteur portatif à poudre polynuclé de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
— par la mise en place d’un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.
Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l’entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.
Les extincteurs font l’objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l’entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :
— le numéro d’appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
— le numéro d’appel de la gendarmerie : 17 ;
— le numéro d’appel du SAMU : 15 ;
— le numéro d’appel des secours à partir d’un téléphone mobile : 112 ;
ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d’accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnes et la sauvegarde de l’installation.

### Section 3 : Dispositif de prévention des accidents

**Article 14**

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.
L’exploitant tient à la disposition de l’inspection de l’environnement, spécialité installations classées, les élements justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l’exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
Un plan des zones à risque d’incendie ou d’explosion telles que mentionnées à l’article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l’article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l’inspection de l’environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

### Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

**Article 15**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d’élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.
Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d’autres produits toxiques ou dangereux pour l’environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique
et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.
Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.
L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.
Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejettés que dans des conditions conformes au
présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même
rétention.
Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour
l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou
assimilés.
Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales
s'y versant.
Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir
recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Chapitre III : Emissions dans l'eau et dans les sols

Section 1 : Principes généraux

Article 16

I. — Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des
eaux visés au IV de l'article L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.
II. — Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux
dispositions des articles R. 211-75 et R. 211-77 du code de l'environnement, les dispositions fixées par
les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-83 du
code de l'environnement sont applicables.

Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Article 17

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à
l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.
Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative
ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.
Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est
déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.
Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

Article 18

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif
est relevé hebdomadairement si le débit prélèvé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par
jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement
informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un
dispositif de disconnexion.
Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls
peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas
l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces
ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Article 19

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à
l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.

Section 3 : Gestion du pâturage et des parcours extérieurs

Article 20
L'élevage de porcs en plein air est implanté sur un terrain de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenu en bon état et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Les parcours des porcs élevés en plein air sont herbeux à leur mise en place, arborés et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux. La rotation des parcelles utilisées s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Une même parcelle n'est pas occupée plus de 24 mois en continu. Les parcelles sont remises en état à chaque rotation par une pratique culturelle appropriée. Pour les animaux reproducteurs, la densité ne dépasse pas 15 animaux par hectare, les porcelets jusqu'au sevrage n'étant pas comptabilisés. Pour les porcs à l'engraisement, le nombre d'animaux produits par an et par hectare ne dépasse pas 90.

Si la densité est supérieure à 60 animaux par hectare, la rotation s'effectue par parcelle selon le cycle suivant : une bande d'animaux, une culture. Les parcelles sont remises en état à chaque rotation par une pratique culturelle appropriée qui permet de reconstituer le couvert végétal avant l'arrivée des nouveaux animaux. Une clôture électrique, ou tout autre système équivalent, est implantée sur la totalité du pourtour des parcelles d'élevage de façon à éviter la fuite des animaux quel que soit leur âge. Ce dispositif est maintenu en bon état de fonctionnement. Les aires d'abreuvement et de distribution de l'aliment sont aménagées ou déplacées aussi souvent que nécessaire afin d'éviter la formation de bourbiers. Les animaux disposent d'abris légers, lavables, sans courant d'air, constamment maintenus en bon état d'entretien.

L'exploitant tient un registre d'entrée-sortie permettant de suivre l'effectif présent sur chaque parcelle.

**Article 21**
- Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement. Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejettées sur les trottoirs sont rasées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections. Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux. La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturelle appropriée.

**Article 22**
- Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

I. - Les points d'abreuvement des bovins au pâturage sont aménagés afin d'éviter les risques de pollution directe dans les cours d'eau. Les points de regroupement des animaux sont un objet d'une attention particulière afin de limiter la formation de bourbier. Si nécessaire, une rotation des points de regroupement des animaux est mise en œuvre sur l'exploitation. De plus, pour les points d'affouragement, une attention particulière est portée au choix de leur emplacement afin de les localiser sur les parties des terrains les plus sèches de la prairie. La gestion des pâturages est organisée de façon à prévenir leur dégradation par les animaux.

II. - Dans la mesure du possible en fonction des contraintes techniques et financières de l'exploitation de l'élevage, et afin de limiter les risques de sur-pâturage le temps de présence des animaux sur les surfaces de pâturage, exprimé en équivalent de journées de présence d'unités de gros bétail par hectare (UGB.JPE/ha) est calculé par l'exploitant et respecte les valeurs suivantes :
- sur la période estivale, le nombre d'UGB.JPE/ha est au plus égal à 650 ;
- sur la période hivernale, le nombre d'UGB.JPE/ha est au plus égal à 400.

**Section 4 : Collecte et stockage des effluents**

**Article 23**

I. - Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

II. - Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris
sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d’épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum.
Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d’écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d’épandage à l’issue d’un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l’arrêté d’enregistrement. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l’article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l’épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d’épandage des fumiers de volailles non susceptibles d’écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.
Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, lorsqu’un égout de volailles dispose d’un procédé de séchage permettant d’obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l’eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d’épandage dans des conditions précises par le préfet et figurant dans l’arrêté d’enregistrement de l’égout.
III. — En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d’élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du 1 de l’article R. 211-81 du code de l’environnement.
En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l’annexe I de l’arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.

Article 24

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d’élevage, ni rejetées sur les aires d’exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d’une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Article 25

Les rejets directs d’effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Section 5 : Épandage et traitement des effluents d’élevage

Article 26

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués.
Tout rejet d’effluents d’élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.
L’épandage sur des terres agricoles des effluents d’élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d’un plan d’épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.
Les effluents bruts d’élevage peuvent notamment être traités :
— dans une station de traitement dans les conditions prévues à l’article 28 ;
— par compostage dans les conditions prévues à l’article 29 ;
— sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l’article 30 ;
— pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d’origine agricole (PMPOA).

Article 27-1

Les effluents d’élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d’être soumis à une épuration naturelle par le sol et d’être valorisés par le couvert végétal.
Les quantités épandues d’effluents d’élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l’apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu’ils peuvent recevoir par ailleurs.
En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d’azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d’actions nitrates en matière notamment d’équilibrer prévisionnel de la fertilisation azotée.
Les quantités épandues et les périodes d’épandage des effluents d’élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :
— la stagnation prolongée sur les sols ;
— le ruissellement en dehors des parcelles d’épandage ;
— une percolation rapide vers les nappes souterraines.

Article 27-2

a) Le plan d’épandage répond à trois objectifs :
— identifier les surfaces épandables, exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ;
— identifier par nature et par quantité maximale les effluents d’élevage à épandre, qu’ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ;
— calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l’épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents.
b) Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d’épandage sont :
— les quantités d’effluents d’élevage bruts ou traités à épar- dre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l’exploitation ;
— l’aptitude à l’épandage des terres destinées à recevoir les effluents d’élevage bruts ou traités.
L’aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l’écologie ;
— les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ;
— les périodes d’épandage habituelles des effluents d’élevage bruts et traités les cas échéant sur les cultures et les prairies ;
— les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ;
— les zones d’exclusion mentionnées à l’article 27-3.

c) Composition du plan d’épandage.
Le plan d’épandage est constitué :
— d’une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d’épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d’eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l’épandage selon les règles définies à l’article 27-3 ;
— lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d’épandage sont conclues entre l’exploitant et le prêtre de terres. Les conventions d’épandage comprennent l’identification des surfaces concernées, les quantités et les types d’effluents d’élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prétexté ;
— d’un tableau référencant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d’ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, l’aptitude à l’épandage, le nom de l’exploitant agricole de l’unité et le nom de la commune ;
— des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l’épandage mentionnés au point b, à l’exception des zones d’exclusion déjà mentionnées sur la carte ;
L’ensemble des éléments constituant le plan d’épandage est tenu à jour et à disposition de l’inspection de l’environnement, spécialité installations classées.
d) Mise à jour du plan d’épandage.
Toute intégration ou retrait de surface du plan d’épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.
La notification contient pour la ou les surfaces concernées, les références cadastrales ou le numéro d’ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, le nom de l’exploitant agricole de l’unité et l’aptitude des terres à l’épandage.
Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d’épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l’objet d’un plan d’épandage d’une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d’épandage et l’ancien, la transmission de l’aptitude des terres à l’épandage peut être remplacée par les références de l’acte réglementaire précisant le plan d’épandage antérieur dont elles sont issues.

**Article 27-3**

* Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

a) Généralités.
L’épandage des effluents d’élevage et des matières issues de leur traitement est interdit :
- sur sol non cultivé ;
- sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l’arrêté du 19 décembre 2011 susvisé ;
- sur les terrains en forte pente sauf s’il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d’écoulement et de ruissellement vers les cours d’eau ;
- sur les sois pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ;
- sur les sois enlagé ;
- sur les sois inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- par aéro-aspersion sauf pour les eaux issues du traitement des effluents d’élevage. L’épandage par aspersion est pratiqué au moyen de dispositifs ne produisant pas d’aérosol.
b) Distances à respecter vis-à-vis des tiers.
Les distances minimales entré, d’une part, les parcelles d’épandage des effluents d’élevage bruts ou traités et, d’autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l’exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

<table>
<thead>
<tr>
<th>CATÉGORIE D’EFFLUENTS d’élevage bruts ou traités</th>
<th>DISTANCE minimale d’épandage</th>
<th>CAS particuliers</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Composts d’effluents d’élevages élaborés selon les modalités de l’article 29</td>
<td>10 mètres</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fumiers de bovins et porcs compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois</td>
<td>15 mètres</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>------------------------------------------------------</td>
<td>---------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres fumiers, Lisiers et purins. Fientes à plus de 65 % de matière sèche. Effluents d'élevage après un traitement visé à l'article 28 et/ou atténuant les odeurs à l'efficacité démontrée selon les protocoles établis dans le cadre de l'étude Sentoref 2012 réalisée par le Laboratoire national de métrologie et d'essais. Digestats de méthanisation. Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.</td>
<td>50 mètres</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres cas</strong></td>
<td><strong>100 mètres</strong></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**c) Distances vis-à-vis des autres éléments de l'environnement.**

L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de : 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers. Cette distance est réduite à 35 mètres lorsque ces prélèvements sont réalisés en eaux souterraines (puits, forages et sources) ; 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts ébolisés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ; 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'enregistrement ; 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun inrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoissonnés où l'épandage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.

**Article 27-4**

La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes, n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compté tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres.

Les modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurent en annexe.

**Article 27-5**

- Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :
- dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins et porcs compacts non susceptibles découlement, après un stockage d'au minimum deux mois, ou pour les matières issues de leur traitement ;
- dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage ou pour les matières issues de leur traitement.

Cette obligation d'enfouissement ne s'applique pas :
- aux composts ébolisés conformément à l'article 29 ;
- lors de l'épandage de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel.

**Article 28**

Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage.

Avant le démarrage des installations de traitement, l'exploitant et son personnel sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue en la matière. Les équipements de traitement et/ou de prétreatment et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus. L'installation dispense de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage, permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents. Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation. Tout équipement de traitement et d'aéro-aspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêté prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à
l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées.
Les boues et autres produits issus du traitement des effluents peuvent être épandus sur des terres agricoles en respectant les dispositions des articles 27-1 à 27-5.
Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :
— de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ;
— cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
— d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
— de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéro-aspersion ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit, ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspersion) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018.
Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.

Article 29

Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :
— les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;
— la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.
Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondants sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.

Article 30

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre 1er du livre II ou du titre 1er du livre V du code de l'environnement.
Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.

Chapitre IV : Emissions dans l'air

Article 31

I. — Les bâtiments sont correctement ventilés.
L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.
En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.
Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :
— les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
— les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
— dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
II. — Gestion des odeurs.
L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.

Chapitre V : Bruit

Article 32

A modifié les dispositions suivantes :
Modifié Arrêté du 20 août 1985 - art. 1 (V)

Chapitre VI : Déchets et sous-produits animaux

Article 33

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :
— limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
— trier, recycler, valoriser ses déchets ;
— s’assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d’un stockage dans les meilleures conditions possibles.

**Article 34**

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

Les déchets de l’exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l’environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l’attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l’équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l’équarrisseur.

Les bons d’enlèvements d’équarrissage sont tenus à disposition de l’inspection de l’environnement, spécialité installations classées.

**Article 35**

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l’environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l’intermédiaire d’un circuit de collecte spécialisé, faisant l’objet de bordereaux d’enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l’inspection de l’environnement, spécialité installations classées.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l’air libre de déchets, à l’exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

— Chapitre VII : Autosurveillance

**Article 36**

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

Pour les élevages de porcs et de volailles, un registre des parcours est tenu à jour.
Pour les élevages bovins, lorsque l’exploitant a choisi de suivre les recommandations du II de l’article 22, il s’organise pour leur suivi.

**Article 37**

Modifié par ARRÊTÉ du 2 octobre 2015 - art. 1

Un cahier d’épandage, tenu sous la responsabilité de l’exploitant et à la disposition de l’inspection de l’environnement, spécialité installations classées, pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :
1. Les superficies effectivement épandues.
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l’ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l’ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d’épandage tel que défini à l’article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée.
3. Les dates d’épandage.
4. La nature des cultures.
5. Les rendements des cultures.
7. Le mode d’épandage et le délai d’enfouissement.
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s’il existe).
Lorsque les effluents d’épandage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l’exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d’épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d’épandage. Il comporte l’identification des surfaces réceptrices, les volumes d’effluents d’épandage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d’azote correspondantes.
En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l’établissement des bordereaux d’échanges et du cahier d’enregistrement définis au IV de l’annexe I de l’arrêté du 19 décembre 2011 susvisé sont considérés remplir aux obligations définies au présent article à condition que le cahier d’épandage soit complété pour chaque lot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci dessus.
Le cahier d’épandage est tenu à la disposition de l’inspection de l’environnement, spécialité installations classées.

**Article 38**
Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28. L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :
— dans le cas d'un traitement aérobie d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ;
— le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ;
— les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore.
Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse. L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 39

Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29.
L élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.
Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retourment des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

Chapitre VIII : Exécution

Article 40
A modifié les dispositions suivantes :
- Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 (Ab)
  - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Annexe (Ab)
  - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Chapitre II : Prévention des accidents et des p... (Ab)
  - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Chapitre III : Emissions dans l'eau et dans les... (Ab)
    - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Chapitre IV : Emissions dans l'air (Ab)
    - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Chapitre IX : Exécution (Ab)
  - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Chapitre Ier : Dispositions générales (Ab)
    - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Chapitre V : Bruit et vibration (Ab)
  - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Chapitre VI : Déchets et sous-produits animaux (Ab)
  - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Chapitre VIII : Cessation d'activité et remise ... (Ab)
  - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Section I : Principes généraux (Ab)
  - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Section II : Prélèvements et consommation d'eau (Ab)
  - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Section III : Collecte et stockage des effluents (Ab)
    - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - Section IV : Traitement des effluents (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 1 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 10 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 11 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 12 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 13 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 14 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 15 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 16 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 17 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 18 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 19 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 2 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 20 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 21 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 22 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 23 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 24 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 25 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 26 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 27 (Ab)
      - Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 28 (Ab)
Arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales appl... https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXTE...

Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 29 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 3 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 30 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 31 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 32 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 33 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 34 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 4 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 5 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 6 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 7 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 8 (Ab)
Abroge Arrêté du 24 octobre 2011 - art. 9 (Ab)

Article 41

La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

MODALITÉS DE CALCUL DU DIMENSIONNEMENT DU PLAN D'ÉPANDAGE

1. Calcul de la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes :
   Le calcul est celui de la quantité d'azote contenue dans les effluents d'élevage disponible sur l'exploitation détaillée au V de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé, adapté des dispositions suivantes :
   - les quantités d'azote contenues dans les effluents d'élevage produits par l'exploitation et épandues chez les prêteurs de terre ne sont pas déduites du calcul ;
   - les effectifs animaux considérés sont les effectifs enregistrés ou, lorsque l'arrêté préfectoral d'enregistrement le prévoit en raison des contraintes techniques d'exploitation, l'effectif annuel moyen maximal enregistré.
Ainsi, la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes s'obtient en multipliant les effectifs mentionnés ci-dessus par les valeurs de production d'azote épandable par l'animal fixées en annexe II de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé.
Cette quantité est corrigée, le cas échéant, par soustraction des quantités d'azote issues d'effluents d'élevage normés ou homologués et exportées et par addition des quantités d'azote issues d'effluents d'élevage venant des tiers, ainsi que par soustraction de l'azote abattu par traitement.

2. Calcul de la quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés.
Le calcul s'effectue sur un assolement moyen tenant compte des successions culturales pratiquées sur les parcelles épandables du plan d'épandage, tel que présenté dans le plan d'épandage.
Pour chaque culture ou prairie de l'assoulement considéré, les exportations sont obtenues en multipliant la teneur en azote unitaire des organes végétaux récoltés par le rendement moyen pour la culture ou prairie considérée.
La quantité d'azote exportée par les végétaux cultivés est obtenue en sommant les exportations de chaque culture ou prairie mentionnée dans le plan d'épandage.
La teneur unitaire en azote des organes végétaux récoltés est celle précisée par le tableau 4 Exportations par les récoltes de la brochure Bilan de l'azote à l'exploitation, CORPEN 1988.
Le rendement moyen retenu est le suivant :
   - lorsque l'exploitation dispose de références historiques, la moyenne des rendements réalisés sur l'exploitation pour la culture ou la prairie considérée au cours des cinq dernières années en excluant la valeur maximale et la valeur minimale ;
   - en l'absence de références disponibles sur l'exploitation, en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le rendement défini pour la culture ou la prairie par l'arrêté préfectoral définissant le référentiel régional mentionné au b du IIII de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les rendements utilisés sont ceux constatés par les services régionaux de l'information statistiques et économiques au cours des cinq dernières années en excluant la valeur maximale et la valeur minimale.

3. Prise en compte de la situation des prêteurs de terre.
Pour s'assurer que la quantité d'azote issue des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures ou des prairies mises à disposition, le pétitionnaire utilise :
   - pour l'évaluation de la quantité d'azote produite par le prêteur de terres, les effectifs animaux de son exploitation mentionnés dans la convention d'épandage. Il est également tenu compte le cas échéant des importations, exportations et traitements chez le prêteur de terres sur la base des informations figurant dans la convention d'épandage ;
   - pour les exportations par les cultures ou les prairies mises à disposition, les surfaces, l'assolement moyen et les rendements moyens par culture mentionnés dans la convention d'épandage.
Le pétitionnaire s'assure sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage que les quantités d'azote issus des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux
eux-mêmes, faisant l'objet de la convention, ajoutées aux quantités d'azote issues des animaux et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres, n'excèdent pas les capacités d'exportation des cultures et des prairies de l'ensemble des terres concernées (celles mises à disposition, ajoutées à celles non mises à disposition).

Fait le 27 décembre 2013.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice générale

de la prévention des risques,

P. Blanc
Fiche de calcul NPK
# CALCUL DES ELEMENTS FERTILISANTS NPK

## NOM : EARL GARNIER


<table>
<thead>
<tr>
<th>Type d'animaux</th>
<th>Durée d'élevage</th>
<th>Production moy./an</th>
<th>Unités de référence totales</th>
<th>TOTAL/an/espèce</th>
<th>Unités de référence maîtrisables</th>
<th>MAÎTRISABLE/an/espèce</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>N P2O5 K2O</td>
<td></td>
<td>N P2O5 K2O</td>
<td>N P2O5 K2O</td>
<td>N P2O5 K2O</td>
<td>N P2O5 K2O</td>
</tr>
<tr>
<td>Volailles de chair</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Poule - label</td>
<td>32 1/10 1/10</td>
<td>0,015</td>
<td>0,004 0,004</td>
<td>0,098</td>
<td>0,004 0,004</td>
<td>0,004 0,004</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule - standard</td>
<td>32 1/10 1/10</td>
<td>0,015</td>
<td>0,004 0,004</td>
<td>0,098</td>
<td>0,004 0,004</td>
<td>0,004 0,004</td>
</tr>
<tr>
<td>Poulet (bâlités fixes) - label</td>
<td>58 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Poulet (bâlités fixes) - standard</td>
<td>58 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Poulet (cabanés mobiles) - label</td>
<td>50 1/4 1/4</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Poulet (cabanés mobiles) - standard</td>
<td>50 1/4 1/4</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Poulet certifié - label</td>
<td>53 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Poulet leger export - standard</td>
<td>37 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Poulet kurd - standard</td>
<td>42 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Poulet standard - standard</td>
<td>42 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Canard coqveut (horiz achat) - standard</td>
<td>76 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Canard coqveut (horiz 1/1) - standard</td>
<td>51 1/4 1/4</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Canard de Barbaira - standard</td>
<td>76 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Canard Multar PAS grès - standard</td>
<td>71 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Canette de Barbaira - label</td>
<td>76 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Canette de Barbaira - standard</td>
<td>76 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Canette Multar a grès - label</td>
<td>71 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Canette Multar - standard</td>
<td>76 1/2 1/2</td>
<td>0,06 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,04 0,04</td>
<td>0,04 0,03 0,03</td>
<td>0,03 0,02 0,02</td>
<td>0,02 0,01 0,01</td>
</tr>
<tr>
<td>Oeuf à rôti - standard &amp; label</td>
<td>170 1/5 1/5</td>
<td>0,45 0,41 0,41</td>
<td>0,39 0,35 0,35</td>
<td>0,33 0,29 0,29</td>
<td>0,28 0,24 0,24</td>
<td>0,23 0,19 0,19</td>
</tr>
<tr>
<td>Oeuf Pâques à rôti &amp; label</td>
<td>89 1/5 1/5</td>
<td>0,15 0,12 0,12</td>
<td>0,12 0,10 0,10</td>
<td>0,09 0,07 0,07</td>
<td>0,07 0,05 0,05</td>
<td>0,05 0,03 0,03</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Chambre d'Agriculture de la Sarthe - 07/06/2017 - 1/4
<table>
<thead>
<tr>
<th>Type d'animaux</th>
<th>Duree d'élevage maeux ou abattage</th>
<th>Production moy./an</th>
<th>Unités de référence totales</th>
<th>TOTAL/an espace</th>
<th>Unités de référence multi-nutritives</th>
<th>MAITRISABLE/an espace</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>N</td>
<td>P₂O₅</td>
<td>K₂O</td>
<td>N</td>
<td>P₂O₅</td>
</tr>
<tr>
<td>Canard mulard gras</td>
<td>11 / 15.9 kg</td>
<td>0.061</td>
<td>0.047</td>
<td>0.031</td>
<td>0.061</td>
<td>0.047</td>
</tr>
<tr>
<td>Oies blanches</td>
<td>18 / 7.6 kg</td>
<td>0.112</td>
<td>0.076</td>
<td>0.061</td>
<td>0.112</td>
<td>0.076</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>350 / 1.9 kg</td>
<td>0.403</td>
<td>0.105</td>
<td>0.034</td>
<td>0.403</td>
<td>0.105</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>372 / 1.5 kg</td>
<td>0.386</td>
<td>0.146</td>
<td>0.038</td>
<td>0.386</td>
<td>0.146</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>350 / 1.5 kg</td>
<td>0.373</td>
<td>0.153</td>
<td>0.034</td>
<td>0.373</td>
<td>0.153</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>360 / 1.5 kg</td>
<td>0.365</td>
<td>0.155</td>
<td>0.034</td>
<td>0.365</td>
<td>0.155</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>385 / 1.5 kg</td>
<td>0.418</td>
<td>0.136</td>
<td>0.036</td>
<td>0.418</td>
<td>0.136</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>385 / 1.5 kg</td>
<td>0.447</td>
<td>0.085</td>
<td>0.038</td>
<td>0.447</td>
<td>0.085</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>415 / 2.2 kg</td>
<td>0.079</td>
<td>0.057</td>
<td>0.018</td>
<td>0.079</td>
<td>0.057</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule rge (beufs et chair)</td>
<td>195 / 1.3 kg</td>
<td>0.047</td>
<td>0.045</td>
<td>0.005</td>
<td>0.047</td>
<td>0.045</td>
</tr>
<tr>
<td>Canard colvert repro (2)</td>
<td>450 / 15.9 kg</td>
<td>0.470</td>
<td>0.085</td>
<td>0.025</td>
<td>0.470</td>
<td>0.085</td>
</tr>
<tr>
<td>Canat Barbarie repro (ose)</td>
<td>476 / 3.5 kg</td>
<td>0.564</td>
<td>0.724</td>
<td>0.696</td>
<td>0.564</td>
<td>0.724</td>
</tr>
<tr>
<td>Canat Tavernier repro (ose)</td>
<td>350 / 3.4 kg</td>
<td>0.533</td>
<td>0.629</td>
<td>0.534</td>
<td>0.533</td>
<td>0.629</td>
</tr>
<tr>
<td>Canat Pekin repro (ose)</td>
<td>360 / 3.4 kg</td>
<td>0.561</td>
<td>0.731</td>
<td>0.730</td>
<td>0.561</td>
<td>0.731</td>
</tr>
<tr>
<td>Vif d'oeufs repro (1)</td>
<td>203 / 11.2 kg</td>
<td>0.664</td>
<td>0.592</td>
<td>0.621</td>
<td>0.664</td>
<td>0.592</td>
</tr>
<tr>
<td>Faisan repro (2)</td>
<td>475 / 1.5 kg</td>
<td>0.127</td>
<td>0.214</td>
<td>0.120</td>
<td>0.127</td>
<td>0.214</td>
</tr>
<tr>
<td>Oie repro (chapeau de pointe)</td>
<td>380 / 1.5 kg</td>
<td>0.475</td>
<td>0.078</td>
<td>0.015</td>
<td>0.475</td>
<td>0.078</td>
</tr>
<tr>
<td>Oie repro (graisse)</td>
<td>380 / 1.5 kg</td>
<td>0.772</td>
<td>0.163</td>
<td>0.015</td>
<td>0.772</td>
<td>0.163</td>
</tr>
<tr>
<td>Perdrix repro (2)</td>
<td>420 / 0.5 kg</td>
<td>0.117</td>
<td>0.123</td>
<td>0.113</td>
<td>0.117</td>
<td>0.123</td>
</tr>
<tr>
<td>Perdrix repro (1)</td>
<td>175 / 2.8 kg</td>
<td>0.268</td>
<td>0.375</td>
<td>0.335</td>
<td>0.268</td>
<td>0.375</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>442 / 3.8 kg</td>
<td>0.587</td>
<td>0.562</td>
<td>0.440</td>
<td>0.587</td>
<td>0.562</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>442 / 5.7 kg</td>
<td>0.362</td>
<td>0.495</td>
<td>0.371</td>
<td>0.362</td>
<td>0.495</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>425 / 1.9 kg</td>
<td>0.324</td>
<td>0.465</td>
<td>0.334</td>
<td>0.324</td>
<td>0.465</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule pondarde (beufs)</td>
<td>416 / 1.9 kg</td>
<td>0.324</td>
<td>0.465</td>
<td>0.334</td>
<td>0.324</td>
<td>0.465</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbarie future repro</td>
<td>167 / 2.5 kg</td>
<td>0.174</td>
<td>0.162</td>
<td>0.144</td>
<td>0.174</td>
<td>0.162</td>
</tr>
<tr>
<td>Cigale Pekin future repro (chair et oiseau)</td>
<td>174 / 3.1 kg</td>
<td>0.267</td>
<td>0.174</td>
<td>0.164</td>
<td>0.267</td>
<td>0.174</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbarie future repro</td>
<td>200 / 11.1 kg</td>
<td>0.472</td>
<td>0.064</td>
<td>0.041</td>
<td>0.472</td>
<td>0.064</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbarie future repro</td>
<td>274 / 1.8 kg</td>
<td>0.561</td>
<td>0.152</td>
<td>0.074</td>
<td>0.561</td>
<td>0.152</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbarie future repro</td>
<td>280 / 6.2 kg</td>
<td>0.567</td>
<td>0.429</td>
<td>0.395</td>
<td>0.567</td>
<td>0.429</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbarie future repro</td>
<td>273 / 16.9 kg</td>
<td>1.083</td>
<td>0.843</td>
<td>0.554</td>
<td>1.083</td>
<td>0.843</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbarie future repro</td>
<td>273 / 14.8 kg</td>
<td>0.499</td>
<td>0.063</td>
<td>0.010</td>
<td>0.499</td>
<td>0.063</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbare future repro</td>
<td>140 / 1.9 kg</td>
<td>0.040</td>
<td>0.263</td>
<td>0.287</td>
<td>0.040</td>
<td>0.263</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbare future repro</td>
<td>175 / 1.9 kg</td>
<td>0.039</td>
<td>0.164</td>
<td>0.092</td>
<td>0.039</td>
<td>0.164</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbare future repro</td>
<td>134 / 1.5 kg</td>
<td>0.040</td>
<td>0.065</td>
<td>0.067</td>
<td>0.040</td>
<td>0.065</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbare future repro</td>
<td>133 / 1.5 kg</td>
<td>0.077</td>
<td>0.042</td>
<td>0.058</td>
<td>0.077</td>
<td>0.042</td>
</tr>
<tr>
<td>Poule Barbare future repro</td>
<td>51 / 1.9 kg</td>
<td>0.022</td>
<td>0.067</td>
<td>0.072</td>
<td>0.022</td>
<td>0.067</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) ne pas compter les mâles (déjà compris dans la valeur N)
(2) compter femelles + mâles
CALCUL DES ELEMENTS FERTILISANTS NPK

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type d'animaux</th>
<th>Effectif</th>
<th>Temps en bâtiment (en mois)</th>
<th>Unités de référence maîtrisables</th>
<th>TOTAL an/espèce</th>
<th>Unités de référence maîtrisables</th>
<th>MAITRISABLE an/espèce</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>N</td>
<td>P₂O₅</td>
<td>K₂O</td>
<td>N</td>
<td>P₂O₅</td>
</tr>
<tr>
<td>Vache allaitante présente, tous niveaux production (1)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Vache sucrée présente (sans son veau)</td>
<td>14.00</td>
<td>30.00</td>
<td>19.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Caribbean 0 - 1 an en croissance présente</td>
<td>20.00</td>
<td>38.00</td>
<td>19.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cerise 1 - 2 ans présent</td>
<td>42.00</td>
<td>18.00</td>
<td>40.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cerise &gt; 2 ans présent</td>
<td>34.00</td>
<td>25.00</td>
<td>34.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mère 0 - 1 an croissance</td>
<td>25.00</td>
<td>7.50</td>
<td>24.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mère 0 - 1 an engraissement</td>
<td>20.00</td>
<td>13.00</td>
<td>20.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bœuf &lt; 1 an</td>
<td>27.00</td>
<td>18.00</td>
<td>27.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bœuf 1 - 2 ans croissance</td>
<td>45.50</td>
<td>19.00</td>
<td>45.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Mère/Enfante 1 - 2 ans engraissement, vache renoire</td>
<td>40.00</td>
<td>22.00</td>
<td>39.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bœuf de Bourbeuse par clume</td>
<td>72.00</td>
<td>34.00</td>
<td>72.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>410</strong></td>
<td><strong>12</strong></td>
<td><strong>420</strong></td>
<td><strong>206</strong></td>
<td><strong>100</strong></td>
<td><strong>206</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Bovins (males)</th>
<th>12 mois</th>
<th>3 mois</th>
<th>6 mois</th>
<th>205</th>
<th>100</th>
<th>205</th>
<th>100</th>
<th>205</th>
<th>100</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Bœuf vache, boîtier</td>
<td>11.00</td>
<td>6.00</td>
<td>10.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Bœuf laitier</td>
<td>12.00</td>
<td>6.00</td>
<td>15.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Agnel</td>
<td>9.00</td>
<td>3.00</td>
<td>9.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Agneau engraisse produit</td>
<td>8.00</td>
<td>1.50</td>
<td>8.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Chèvre</td>
<td>24.00</td>
<td>6.50</td>
<td>24.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Chèvre engraisse produit</td>
<td>3.00</td>
<td>1.50</td>
<td>3.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cheval (bois)</td>
<td>50.00</td>
<td>17.00</td>
<td>50.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Lument courte seule</td>
<td>40.00</td>
<td>12.00</td>
<td>40.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Poulin 1 - 2 ans (bois)</td>
<td>30.00</td>
<td>10.00</td>
<td>30.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Poulin 5 mois - 1 an (bois)</td>
<td>20.00</td>
<td>6.00</td>
<td>20.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Lument sujette (sportif bois)</td>
<td>20.00</td>
<td>6.00</td>
<td>20.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Lument sujette (sport et loisir au travail)</td>
<td>20.00</td>
<td>6.00</td>
<td>20.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cheval sauvage et bœuf au travail</td>
<td>25.00</td>
<td>8.00</td>
<td>25.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Poulin 1 - 2 ans</td>
<td>25.00</td>
<td>8.00</td>
<td>25.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Poulin 5 mois - 1 an</td>
<td>25.00</td>
<td>8.00</td>
<td>25.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Poney AS (200 kg)</td>
<td>25.00</td>
<td>8.00</td>
<td>25.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Poney CD (600 kg)</td>
<td>25.00</td>
<td>8.00</td>
<td>25.00</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>1050</strong></td>
<td><strong>350</strong></td>
<td><strong>1050</strong></td>
<td><strong>350</strong></td>
<td><strong>1050</strong></td>
<td><strong>350</strong></td>
<td><strong>1050</strong></td>
<td><strong>350</strong></td>
<td><strong>1050</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Lapins**

| Lopin, élevé par femelle, Taux corrienne : 15,0% | 2.40 | 4.44 | 3.70 |
| Lopin, élevé par femelle | 1.04 | 1.77 | 1.40 |
| Lopin produité, élevé par femelle (15,0%) | 0.05 | 0.06 | 0.05 |

**Total**

| 2850 | 1350 | 2760 |

**NB** : pour les animaux, valeurs issues du DEXEL.
**NB** : Les valeurs de flux sont établies pour une période de 12 mois, sauf indication précisant qu'elles sont établies pour un animal produit ou pour une période intermédiaire (poulin de 5 mois à 1 an). Pour les animaux présents moins de 12 mois, il convient de faire une pondération.

**Exemple** :
- a) Taureau 1 - 2 ans abattu à 18 mois
- b) Poulin mis à l'engraisement à 6 mois révolus

**(*)** Production d'azote par les vaches laitières (boeufs/bovins/animaux présent) :
- temps passé à l'extérieur des bâtiments (kg lait/vache/année)
- production laitière = quantité annuelle de lait livrée / (nb vaches présentes dans l'année x 0.92)

### Calcul des éléments fertilisants NPK

<table>
<thead>
<tr>
<th>Type d'âneaux</th>
<th>Effectif</th>
<th>Temps en bâtiment (en mois)</th>
<th>Unités de référence totales</th>
<th>Unités de référence matriciées</th>
<th>Unités de référence matriciées PAR</th>
<th>MAÎTRISABLE/L'AN/ESPÈCE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>N  P₂O₅  K₂O</td>
<td>N  P₂O₅  K₂O</td>
<td>N  P₂O₅  K₂O</td>
<td>N  P₂O₅  K₂O</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Porcs</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Trait ou verrat présent repro</td>
<td>17.49</td>
<td>0.20</td>
<td>0.30</td>
<td>9.50</td>
<td>0.35</td>
<td>0.50</td>
</tr>
<tr>
<td>Truie non productive</td>
<td>3.57</td>
<td>0.20</td>
<td>0.20</td>
<td>1.90</td>
<td>0.30</td>
<td>0.30</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Porcs</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fièrelette (laitier)</td>
<td>14.00</td>
<td>0.00</td>
<td>0.00</td>
<td>7.50</td>
<td>0.55</td>
<td>0.45</td>
</tr>
<tr>
<td>Truie ou verrat présent repro</td>
<td>14.00</td>
<td>0.00</td>
<td>0.00</td>
<td>7.50</td>
<td>0.55</td>
<td>0.45</td>
</tr>
<tr>
<td>Truie non productive</td>
<td>7.50</td>
<td>0.55</td>
<td>0.45</td>
<td>3.00</td>
<td>0.20</td>
<td>0.10</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Porcs</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fièrelette (laitier)</td>
<td>5.00</td>
<td>0.00</td>
<td>0.00</td>
<td>2.50</td>
<td>0.10</td>
<td>0.10</td>
</tr>
<tr>
<td>Truie ou verrat présent repro</td>
<td>5.00</td>
<td>0.00</td>
<td>0.00</td>
<td>2.50</td>
<td>0.10</td>
<td>0.10</td>
</tr>
<tr>
<td>Truie non productive</td>
<td>2.50</td>
<td>0.10</td>
<td>0.10</td>
<td>1.00</td>
<td>0.05</td>
<td>0.05</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Remarques

- Pour les truies non productives, le rejet annuel est estimé à 3 fois celui du porc engraissement.
- Surface élaborable SPE requise (Nmatriciés/140) **43.4 ha**
- Surface nécessaire en ZV = (Ntotal/170) **38.2 ha**
CARTE DE ZONES DE REPARTITION DES EAUX ZRE
Zones de Répartition des Eaux en Pays de la Loire

Liste des Zones de Répartition des Eaux
- Cénomanien (eaux souterraines)
- Marais Poitevin (eaux superficielles et souterraines)
- Noirmoutier (nappe d'eaux saumâtres)
- Thouet (eaux superficielles et souterraines)
PLAN DES INSTALLATIONS TECHNIQUES ET DU RESEAU PLUVIAL
Contrôle conformité électricité
LE MANS
43 boulevard Winston Churchill
CS 85809
72058 LE MANS CEDEX 2
Tél : 02-43-50-22-30 • Fax : 02-43-85-79-65

EARL GARNIER
LES FORGES
72610 THOIRE SOUS CONTENSOR

VERIFICATION DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES
(Code du travail : Art R.4226-16)
Rapport de vérification périodique quadriennal

Lieu d'intervention : EARL GARNIER
LES FORGES
72610 THOIRE SOUS CONTENSOR
réf. lieu :

Période d'intervention : du 13/10/2017 au 13/10/2017
Intervenant(s) : MAXIME BOMBLED

Pièces jointes :
Aucune

Accréditation Cofrac
n°3-0902 Inspecteur, liste des sites accrédités
et portée disponibles sur www.cofrac.fr

Apave - 191 rue de Vaugirard - 75738 Paris Cedex 15 - SA au capital de 222 024 163 € - RCS Paris 527 573 141
Filières opérationnelles : Apave Alsace SAS - RCS 301 575 446 ; Apave Nord-Ouest SAS - RCS 419 571 425 ;
Apave Parisienne SAS - RCS 393 168 279 ; Apave SudEurope SAS - RCS 519 720 925

Elara_3.0------------------------------------------------------------------------------------------ 1 / 22
1. OBJECTIF
Les vérifications initiales (R. 4226-14) ou suite à modification de structure visent à donner un avis sur la conformité de la conception / réalisation des installations électriques neuves ou modifiées, alors que les vérifications périodiques (R. 4226-16) visent à s'assurer du maintien en état de conformité des installations existantes et non modifiées (CI §6).

La vérification sur demande de l'Inspection du Travail (R. 4722-25) est identique à l'initiative, mais porte sur une installation existante.

Les vérifications d'installations temporaires (R. 4226-21) sont effectuées à la demande du Chef d'établissement (dénommé "Employeur" dans le code du travail) et ne sont pas incluses dans aucun des types de vérifications précédés ci-dessus.

Ce différents types de vérifications concernent la protection des personnes au travail vis-à-vis des risques d'électrosérumption et de brûlures dues aux installations électriques, à l'exclusion de tout autre objectif, par exemple:

- sûreté de fonctionnement et sélectivité des installations électriques
- protection contre la foudre, etc.

voire des objectifs visés par d'autres réglementations:

- protection du public contre les risques d'incendie et de panique
- protection des biens et de l'environnement
- conformité des produits, etc.

L'attention est également attirée sur le fait que certaines installations ou équipements peuvent être assujettis à d'autres textes et doivent faire l'objet de vérifications spécifiques ; il en est ainsi, par exemple:

- des équipements de travail (protection vis à vis des risques mécaniques)
- des appareils de levage, de manutention ou de transport par câbles
- des installations émettrices de rayonnements (protection vis-à-vis des risques dus aux rayonnements ionisants et non ionisants)
- des installations de protection ou de détection des risques d'incendie et d'explosion (protection vis à vis de la protection des biens et du public)
- des installations d'alarme, de transmission de données, de comptage
- des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

2. ETENDUE ET LIMITES
Conformément à l'arrêté du 26/12/2011 fixant l'objet et l'étendue des vérifications, celles-ci portent sur la matérialité physique des installations électriques, c'est-à-dire l'ensemble des matériels électriques présentés lors de la vérification et mis en œuvre par l'établissement, tels que matériels de production, transformation, transport, distribution, ou utilisation.

Le respect de la normalisation des matériels, notamment lorsqu'il est concédé par un marquage officiel, leur apporte une prescription de conformité. En conséquence, les examens sont limités à leurs adaptations aux conditions d'usage et à leurs états apparents.

Par ailleurs, les installations électriques étant examinées en tenant compte des contraintes d'exploitation et de sécurité propres à chaque établissement, la vérification peut être limitée dans certains cas à leurs états apparents.

Du plus, Apave ne saurait être tenu pour responsable de ne pas avoir signalé les défectuosités sur des appareils non présents, parties d'installations inaccessibles, renseignements erronés, etc.

Sont exclus du champ de la vérification :

- les dispositions administratives, organisationnelles et sécuritaires relatives à l'information et à la formation du personnel chargé de l'exploitation courante, des travaux ou interventions,
- les dispositions administratives relatives aux documents à tenir à la disposition des autorités publiques,
- l'examen des matériels électriques en présentation ou en démonstration et destinés à la vente,
- les matériels en stock, en réserve, signalés comme n'étant plus mis en œuvre.

3. ORGANISATION DE LA VÉRIFICATION
Afin d'assurer l'ensemble des investigations imposées par l'arrêté du 26/12/2011, le chef d'établissement doit organiser la vérification avec l'intervenant Apave dès le début de l'année, en particulier:

- signaler les parties d'installations nouvelles ou ayant fait l'objet de modifications de structure, pour lesquelles une vérification initiale a été faite (CI §6)

4. CONDUITE DE LA VÉRIFICATION
Lorsque l'insuffisance de la mise à disposition des moyens ci-dessus ne permet pas d'exécuter complètement la vérification, mention en est faite dans le rapport Apave.

Il appartiendra alors au Chef d'Etablissement de prendre à sa charge dans les plus brefs délais l'organisation des compléments. A défaut, la vérification pourrait être considérée comme une vérification non réglementaire.

Concernant la continuité à la terre des appareils d'éclairage qui n'aurait pu être mesurée lors des vérifications, l'attention du chef d'établissement doit être attirée sur le fait qu'en cas d'intervention ultérieure sur ces appareils d'éclairage ou dans leur voisinage, il devra préalablement procéder à faire procéder à cette vérification (Arr. du 26/12/2011-Annexe II, Art. 1).

5. RAPPORTS
Les rapports établis conséquemment à différents types de vérifications répondent aux prescriptions définies par l'arrêté du 26/12/2011.

Ainsi, le rapport périodique annuel est limité aux informations à caractères administratifs ainsi qu'aux seules non-conformités constatées, alors que le rapport périodique quadriennal contient toutes les informations imposées.

Les non-conformités sont référencées aux articles du code du travail, et le cas échéant de l'arrêté d'application concerné et/ou la norme d'installation définie par l'arrêté du 19/04/2012, dans sa dernière version. Lorsque la version de la norme applicable à l'installation est antérieure à la dernière version, il conviendra de se reporter à l'article homologue.

6. MODIFICATIONS DE STRUCTURE
Conformément à l'article R. 4226-6 du Code du travail, les modifications de structure (1) doivent donner lieu à une vérification initiale effectuée par un organisme accrédité, lors de leur mise en service.

Ainsi, les parties d'installations rencontrées en vérification périodique qui entrent dans ce cadre, ne font pas l'objet d'une telle vérification de conformité ; elles sont signalées à l'Etablissement à qui il revient de faire réaliser cette vérification.

(1) Modification de la puissance de court-circuit, du schéma des liaisons à la terre, Modification/Ajout de circuits de distribution, Création/Réaménagement d'installations

7. SURVEILLANCE ET MAINTENANCE
La vérification des installations électriques ne constitue qu'un des éléments concourant à la protection des travailleurs contre les dangers des courants électriques ; aussi, et conformément à l'article R. 4226-7 du Code du travail, le chef d'établissement doit mettre en place une organisation de la surveillance des installations électriques chargée de détecter en permanence d'éventuelles défectuoités pouvant apparaître entre deux vérifications.

Les défectuosités relevées dans le cadre des vérifications et de la surveillance doivent être levées dans les plus brefs délais.

8. INSTALLATIONS TEMPORAIRES
Les installations temporaires établies le cas échéant entre deux vérifications périodiques, doivent faire l'objet d'une vérification spécifique (CI Art. R. 4226-21) dans les contrôles définis par les arrêtés des 22/12/2011 et 26/12/2011.

9. INTERVENTIONS D'ENTREPRISES EXTÉRIEURES
Conformément aux dispositions des articles R.4211-5 et R.4211-8 du Code du travail, des dispositions de sécurité particulières et parfaitement définies doivent être prises par les entreprises concernées pour toute intervention sur ou à proximité des installations électriques.
SOMMAIRE DU RAPPORT

I Renseignements généraux de l’établissement
   1 Renseignements généraux concernant la vérification
   2 Renseignements complémentaires relatifs à la vérification
      - Documents nécessaires à la vérification
      - Limites d’intervention
   3 Changements importants depuis la précédente vérification

II Liste récapitulative des observations
   - Observations relatives aux installations du domaine Haute Tension
   - Observations relatives aux installations du domaine Basse Tension

III Caractéristiques principales des installations
   1 Structure de l’établissement
      - Nombre de bâtiments/affection
   2 Structure des installations
      - Postes Haute Tension
      - Groupes électrogènes
      - Tableaux principaux
      - Caractéristiques des réseaux
      - Transformateurs de séparation/TBTS/TBTP
   3 Installation de sécurité
      - Éclairage de sécurité
   4 Classement des locaux

IV Examen des prescriptions

V Résultats des mesurages et essais
   1 Méthodologie des mesurages et critères d’appréciation des résultats
   2 Appareils de mesurage et d’essais utilisés
   3 Résultats
      - Prise(s) de terre
      - Conducteurs de protection
      - Continuités entre tableaux de la distribution
      - Isolement des circuits et matériels
      - Contrôleur(s) permanent(s) d’isolement
      - Dispositifs différentiels à courant résiduel
      - Examen des circuits terminaux

VI ANNEXES (facultatives) :
   Liste des plans et schémas des installations
   Tableau ou Armoire - Caractéristiques des appareillages et canalisations
I. 1 Renseignements généraux concernant la vérification

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etablissement vérifié :</th>
<th>EARL GARNIER</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>LES FORGES</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>72610</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>THOIRE SOUS CONTENSOR</td>
</tr>
<tr>
<td>N° Etab</td>
<td>400262259</td>
</tr>
<tr>
<td>N° Mission</td>
<td>17428734-010</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Installation(s) vérifiée(s) :</th>
<th>Ensemble de l'établissement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Activité principale de l'établissement :</td>
<td>Élevage d' animaux</td>
</tr>
<tr>
<td>Nature de la vérification :</td>
<td>Périodique</td>
</tr>
<tr>
<td>Périodicité réglementaire :</td>
<td>Annuelle</td>
</tr>
<tr>
<td>Dates de la vérification :</td>
<td>du 13/10/2017 au 13/10/2017</td>
</tr>
<tr>
<td>Durée de la vérification (jours) :</td>
<td>0,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Date vérification précédente :</td>
<td>Sans objet</td>
</tr>
<tr>
<td>Accompagnement réglementaire :</td>
<td>Partiel</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Mr MAXIME BOMBLED
Vérificateur(s) :
Le Mans
Tél :
Fax :

Surveillance des installations :
Personne ayant accompagné le vérificateur : Non accompagné
Compte-rendu de fin de visite à : M. GARNIER
Surveillance des installations assurée par : M. GARNIER
Le registre de contrôle est à constituer
I.2 Renseignements complémentaires relatifs à la vérification

<table>
<thead>
<tr>
<th>Documents nécessaires à la vérification :</th>
<th>Fourni</th>
<th>Incomplet</th>
<th>Non Fourni</th>
<th>Sans Objet</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Plan des locaux avec indication des locaux à risques particulier d'influences externes (Incendie et Explosion).</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
</tr>
<tr>
<td>Schémas unifilaires des installations électriques</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
</tr>
<tr>
<td>Rapport de vérification initiale</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
</tr>
<tr>
<td>Rapports des vérifications périodiques antérieures</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
</tr>
<tr>
<td>Déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
</tr>
<tr>
<td>Liste des installations de sécurité et effectif maximal des locaux ou bâtiments</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
</tr>
<tr>
<td>Éléments de traçabilité des essais réglementaires</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
<td>✗</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Limites d'intervention générales :

- Limites dues aux accès aux équipements :
  
  La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au Ch. V.3 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée. 
  
  Faire réaliser les compléments nécessaires

Limites d'intervention particulières : Aucune

I.3 Changements importants depuis la précédente vérification

Il nous a été déclaré l'absence de modifications de structure, d'extension d'installation ou d'affectation des locaux.
Observations du domaine Basse Tension
Le symbole x dans la colonne Rec. (Récurrence) signifie que l’observation a déjà été signalée lors de la vérification antérieure.

### EARL GARNIER - BATIMENT VEAUX - -

<table>
<thead>
<tr>
<th>N°</th>
<th>Art</th>
<th>Rec.</th>
<th>Non-conformité - Préconisation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>R. 4215-10 NF C15-100_Ed2002 : 514</td>
<td>Identification incomplète des circuits de l'armoire électrique</td>
<td>Identifier les départs et établir un schéma</td>
</tr>
<tr>
<td>2</td>
<td>R. 4226-12 Arrêté : Arr.20-12-11-art 3</td>
<td>Matériel amovible inadapté aux influences externes</td>
<td>Remettre une porte sur le coffret</td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>R. 4226-07 NF C15-100_Ed2002 : 63</td>
<td>Armoire électrique non entretenu</td>
<td>A nettoyer</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>R. 4226-07 NF C15-100_Ed2002 : 63</td>
<td>Dysfonctionnement du dispositif différentiel</td>
<td>A remplacer par un modèle équivalent</td>
</tr>
<tr>
<td>5</td>
<td>R. 4226-07 NF C15-100_Ed2002 : 63</td>
<td>Entrée de câble défectueuse d'une pc</td>
<td>A refaire</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### EARL GARNIER - BATIMENT POULES - -

<table>
<thead>
<tr>
<th>N°</th>
<th>Art</th>
<th>Rec.</th>
<th>Non-conformité - Préconisation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>6</td>
<td>R. 4215-10 NF C15-100_Ed2002 : 514</td>
<td>Identification incomplète des circuits de l'armoire électrique</td>
<td>Identifier les départs et établir un schéma</td>
</tr>
<tr>
<td>7</td>
<td>R. 4215-03 NF C15-100_Ed2002 : 411</td>
<td>Absence de protection des prises de courant par dispositif différentiel (DDR) à haute sensibilité</td>
<td>À raccorder en aval d'un 30mA</td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Ensemble d'appareil(s) d'éclairage masse inac dans pondoir - -

<table>
<thead>
<tr>
<th>N°</th>
<th>Art</th>
<th>Rec.</th>
<th>Non-conformité - Préconisation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>8</td>
<td>R. 4226-07 NF C15-100_Ed2002 : 63</td>
<td>Verrine (ou vasque) absente sur plusieurs éclairages</td>
<td>A remplacer en place</td>
</tr>
</tbody>
</table>

#### Coffret process - -

<table>
<thead>
<tr>
<th>N°</th>
<th>Art</th>
<th>Rec.</th>
<th>Non-conformité - Préconisation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>9</td>
<td>R. 4215-08 NF C15-100_Ed2002 : 463</td>
<td>Dispositif de coupure d'urgence non opérant</td>
<td>A remplacer par un modèle assurant cette fonction</td>
</tr>
</tbody>
</table>
III. 1 Structure de l’établissement

1. Deux bâtiments agricoles

III. 2 Structure des installations

Désignation des réseaux

Réseau BT
Localisation de rattachement : EARL GARNIER-BATIMENT VEAX-EXTÉRIEUR-
Distribution BT: Tri + N
Tension BT: 230 / 400 V
Schéma Liaison Terre BT: TT
Dispositif Coupure BT: DDR

Réseau BT
Localisation de rattachement : EARL GARNIER-BATIMENT POULES-EXTÉRIEUR-
Distribution BT: Tri + N
Tension BT: 230 / 400 V
Schéma Liaison Terre BT: TT
Dispositif Coupure BT: DDR

Désignation et implantation du ou des tableaux principaux

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Implantation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Coffret de protection</td>
<td>EARL GARNIER-BATIMENT VEAX-EX----</td>
</tr>
<tr>
<td>Coffret de protection</td>
<td>EARL GARNIER-BATIMENT POULES-EX----</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Prises de terre, conducteurs de protection, circuits d’interconnexion

Désignation : Réseau BT
Conducteur Protection : Incorporés aux câbles
Interconnexion: Interconnexion des terres

<table>
<thead>
<tr>
<th>Libellé</th>
<th>Implantation</th>
<th>Constitution</th>
<th>Nature</th>
<th>Section (mm²)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Prise de terre du bâtiment</td>
<td>EARL GARNIER-BATIMENT VEAX-EXTÉRIEUR-</td>
<td>A fond de fouille</td>
<td>Culvre</td>
<td>25</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Désignation : Réseau BT
Conducteur Protection : Incorporés aux câbles
Interconnexion: Interconnexion des terres

<table>
<thead>
<tr>
<th>Libellé</th>
<th>Implantation</th>
<th>Constitution</th>
<th>Nature</th>
<th>Section (mm²)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Prise de terre du bâtiment</td>
<td>EARL GARNIER-BATIMENT POULES-EXTERIEUR-</td>
<td>A fond de fouille</td>
<td>Culvre</td>
<td>25</td>
</tr>
</tbody>
</table>
III. 3 INSTALLATIONS DE SECURITE

Eclairage de sécurité installé pour l'ensemble de l'établissement et éventuellement par locaux

<table>
<thead>
<tr>
<th>Implantation</th>
<th>Effectif</th>
<th>Ballage</th>
<th>Ambiance</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td>Imposé Réalisé</td>
<td>Mise repos Imposé Réalisé</td>
</tr>
<tr>
<td>Ensemble de l'établissement</td>
<td>&lt;10</td>
<td>oui Lamps portatives non non Sans Objet</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

III. 4 CLASSEMENT DES LOCAUX A RISQUES

Dans le cas d'absence de fourniture d'une liste exhaustive des risques particuliers, le classement indiqué ci-après est sauf avis contraire considéré comme validé par le chef d'établissement :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Localisation</th>
<th>Origine classification</th>
<th>Influences externes</th>
<th>Indice mini de Protection</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>EARL GARNIER-BATIMENT VEUX--</td>
<td>Proposé par le vérificateur</td>
<td>AF3 BE2 AE2 AD5 AG2 IP 35 IK 07</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>EARL GARNIER-BATIMENT VEUX-EXTÉRIEUR--</td>
<td>Proposé par le vérificateur</td>
<td>AF2 BE1 AE2 AD4 AG2 IP 34 IK 07</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>EARL GARNIER-BATIMENT POULES-EXTÉRIEUR--</td>
<td>Proposé par le vérificateur</td>
<td>AF2 BE1 AE2 AD4 AG2 IP 34 IK 07</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>EARL GARNIER-BATIMENT POULES--</td>
<td>Proposé par le vérificateur</td>
<td>AF3 BE2 AE2 AD5 AG2 IP 35 IK 07</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

CODIFICATION DES INFLUENCES EXTERNES – INDICES ET DEGRES DE PROTECTION

<table>
<thead>
<tr>
<th>PROTECTION CONTRE L'ACCES AUX PARTIES DANGEREUSES</th>
<th>PRESENCE DE CORPS SOLIDES SUSCEPTIBLES DE PENETER DANS LE MATIEREL</th>
<th>PRESENCE DE SUBSTANCES CORROSIVES OU POLLUANTES</th>
<th>PRESENCE DE LIQUIDES SUSCEPTIBLES DE PENETER DANS LE MATIEREL</th>
<th>NATURE DES MATIERES TRAITEES OU ENTREPOSEESESS</th>
<th>RISQUES DE CHOCS MECANIQUES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Non protégé</td>
<td>IP 0X</td>
<td>AF1 : Négligeable</td>
<td>AD1 : Négligeable</td>
<td>BE1 : Risques négligeables</td>
<td>AG1 : Faibles (0,225 J)</td>
</tr>
<tr>
<td>A: Avec le dos de la main</td>
<td>IP 1X ou IP XXA</td>
<td>AF2 : Agents d'origine atmosphérique</td>
<td>AD2 : Chutes de gouttes d'eau</td>
<td>BE2 : Risques d'incendie</td>
<td>AG2 : Moyens (2 J)</td>
</tr>
<tr>
<td>B: Avec un doigt</td>
<td>IP 2X ou IP XXB</td>
<td>AF3 : Intermittente ou accidentelle</td>
<td>AD3 : Aspersion d'eau</td>
<td>BE3 : Risques d'explosion</td>
<td>AG3 : Importants (6 J)</td>
</tr>
<tr>
<td>C: Avec un outil</td>
<td>IP 3X ou IP XXC</td>
<td>AF4 : Permanente</td>
<td>AD4 : Projections d'eau</td>
<td>BE4 : Risques de contamination</td>
<td>AG4 : Très importants (20 J)</td>
</tr>
<tr>
<td>D: Avec un fil</td>
<td>IP 4X ou IP XXD</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**IP** : Indice de protection contre la pénétration de corps solides ou l'accès aux parties dangereuses  
**IK** : Degré de protection contre les risques de chocs mécaniques
### IV - EXAMEN DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES

<table>
<thead>
<tr>
<th>Article Code du Travail</th>
<th>Libellé Item</th>
<th>Norme</th>
<th>Arrêté</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>R. 4215-01</td>
<td>Obligations générales du Maître d'Ouvrage</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Règles générales de conception et réalisation</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 131</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4215-02</td>
<td>Dossier technique</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mise à disposition des différents éléments</td>
<td></td>
<td>20/04/12 - Art. 2</td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4215-03</td>
<td>Inaccessibilité des parties actives et absence de tension dangereuse en cas de défaut d'isolement</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Protection contre les contacts directs</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 411</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Protection contre les contacts directs</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 529</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Protection contre les contacts directs</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 781</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Protection contre les contacts indirects</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 411</td>
<td>NC</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Protection contre les contacts indirects</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 612</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Isolement des circuits</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 612</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Protection par double isolation ou isolation renforcée</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 412</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mesure de protection par séparation électrique</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 413</td>
<td>SO</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Protection par TBT (TBTS / TBTP)</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 414</td>
<td>SO</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dispositions complémentaires (LES + DDR)</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 415</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dispositifs de protection contre les courants de défaut</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 531</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Conducteurs de protection et d'équipotentialité</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 543</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Conducteurs de protection et d'équipotentialité</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 544</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Prise de terre</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 542</td>
<td>C</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Salles d'eau</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 701</td>
<td>SO</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Piscines, Bassins</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 702</td>
<td>SO</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Elara_3.0
<table>
<thead>
<tr>
<th>RISQUE</th>
<th>DÉTAIL</th>
<th>DOCUMENTATION</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Risques liés à l'élévation normale de température des matériels</strong></td>
<td>Echauffements</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 422</td>
</tr>
<tr>
<td>Echauffements</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 423</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Echauffements</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 512</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Echauffements</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 559</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Caractéristiques du matériau vis à vis des surintensités / Prévention du risque incendie</strong></td>
<td>Diélectrique inflammable</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 421</td>
</tr>
<tr>
<td>Protection contre les arcs électriques</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 421</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Protection des canalisations contre les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 430</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Caractéristiques des matériaux vis à vis des effets mécaniques et thermiques produits par les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 431</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Caractéristiques des matériaux vis à vis des effets mécaniques et thermiques produits par les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 432</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Protection des canalisations contre les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 433</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Protection des canalisations contre les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 434</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Caractéristiques des matériaux vis à vis des effets mécaniques et thermiques produits par les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 435</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Protection des canalisations contre les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 523</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Protection des canalisations contre les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 524</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Choix et mise en œuvre des connexions</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 526</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Caractéristiques des matériaux vis à vis des effets mécaniques et thermiques produits par les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 512</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Caractéristiques des matériaux vis à vis des effets mécaniques et thermiques produits par les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 533</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Caractéristiques des matériaux vis à vis des effets mécaniques et thermiques produits par les surintensités</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 535</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4215-07</td>
<td>Sectionnement des installations</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>------------</td>
<td>--------------------------------</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dispositif de sectionnement / manœuvre</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 462</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dispositif de sectionnement / manœuvre</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 536</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>R. 4215-08</th>
<th>Coupure d'urgence des circuits</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Coupure d'urgence</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 463</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>R. 4215-09</th>
<th>Mise en oeuvre des canalisations</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mode de pose des canalisations</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 521</td>
</tr>
<tr>
<td>Mode de pose des canalisations</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 527</td>
</tr>
<tr>
<td>Mode de pose des canalisations</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 528</td>
</tr>
<tr>
<td>Mode de pose des canalisations</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 529</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>R. 4215-10</th>
<th>Identification des circuits et appareillages</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>- des installations BT</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 514</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>R. 4215-11</th>
<th>Choix du matériel en fonction de la tension et conditions d'environnement</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Adaptation des matériels à la tension</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 512</td>
</tr>
<tr>
<td>Adaptation du matériel aux influences externes</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 512</td>
</tr>
<tr>
<td>Installation du matériel</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 530</td>
</tr>
<tr>
<td>Installation du matériel</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 555</td>
</tr>
<tr>
<td>Installation du matériel</td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 559</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Emplacements à risques particuliers d'influences externes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>- Salles d'eau</td>
</tr>
<tr>
<td>- Piscines, bassins</td>
</tr>
<tr>
<td>- Saunas</td>
</tr>
<tr>
<td>- Installations de chantier</td>
</tr>
<tr>
<td>- Etablissements agricoles</td>
</tr>
<tr>
<td>- Enceintes conductrices exigües</td>
</tr>
<tr>
<td>- Parcs de caravanes</td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4215-12</td>
</tr>
<tr>
<td>------------</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4215-13</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4215-14</td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4215-15</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4215-16</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4215-17</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| NF C15-100_Ed2002 - 709 | SO |
| NF C15-100_Ed2002 - 711 | SO |
| NF C15-100_Ed2002 - 717 | SO |
| NF C15-100_Ed2002 - 422 | C  |
| NF C15-100_Ed2002 - 424 | SO |
| NF C15-100_Ed2002 - 781 | SO |
| NF C15-100_Ed2002 - 781 | SO |
| NF C15-100_Ed2002 - 781 | SO |
| NF C15-100_Ed2002 - 781 | SO |
| NF C15-100_Ed2002 - 781 | SO |
| NF C15-100_Ed2002 - 511 | C  |

<p>| 14/12/11 - Art 1 SO |
| 14/12/11 - Art 2 PM |
| 14/12/11 - Art 3 PM |
| 14/12/11 - Art 4 PM |
| 14/12/11 - Art 5 C  |
| 14/12/11 - Art 6 SO |
| 14/12/11 - Art 7 PM |
| 14/12/11 - Art 8 SO |
| R. 4226-01 | Utilisation des installations | 14/12/11 - Art 9 | C |
| R. 4226-07 | Surveillance et maintenance des installations |  | PM |
| Echauffements | NF C15-100_Ed2002 - 63 | C |
| Etat général des installations | NF C15-100_Ed2002 - 63 | NC |
| R. 4226-09 | Locaux réservés à la production, conversion, distribution d'électricité |  | NC |
| Affichages et inscriptions | NF C15-100_Ed2002 - 781 | SO |
| Portes, conditions d'ouverture et fermeture | NF C15-100_Ed2002 - 781 | SO |
| R. 4226-10 | Locaux présentant des risques particuliers de choc électrique |  | 26/02/1993 SO |
| Anesthésie électrique |  | SO |
| Barrière à poisons | 17/03/1993 SO |
| Pêche à l'électricité | 02/02/1989 SO |
| Galvanoplastie, Electrophorèse, Electrolyse, Fours à arc : | 15/12/2011 SO |
| - Tensions limites - Prévention du contact direct | 15/12/11 - Art 1 SO |
| - Prévention en cas d'inapplicabilité de l'art. 1 | 15/12/11 - Art 2 SO |
| Laboratoires et plates-formes d'essais : | 16/12/2011 SO |
| - Accès et délimitation | 16/12/11 - Art 2 SO |
| - Repérage des points d'alimentation | 16/12/11 - Art 3 SO |
| - Dispositions vis-à-vis du contact direct | 16/12/11 - Art 4 SO |
| - Dispositions vis-à-vis du contact indirect | 16/12/11 - Art 5 SO |
| - Dispositif de coupure d'urgence | 16/12/11 - Art 6 SO |
| - Prévention du risque après remise sous tension | 16/12/11 - Art 7 SO |
| - Essais hors laboratoires et plateformes | 16/12/11 - Art 8 SO |
| R. 4226-11 | Installations de soudage électrique : | 19/12/2011 SO |
| Tension d'alimentation, tension de contact, isolation, conducteur de retour, connecteurs | 19/12/11 - Art 2 SO |
| Porte-électrodes, torches ou pistolets | 19/12/11 - Art 3 SO |
| Soudage à l'intérieur d'une enceinte conductrice exigé | 19/12/11 - Art 4 SO |
| Soudage sur des chantiers spécialisés de construction | 19/12/11 - Art 5 SO |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th>R. 4226-12</th>
<th>Utilisation et raccordement des appareils amovibles</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Limitation de la tension d'alimentation ou indice de protection adapté</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Adaptation aux influences externes</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Canalisations souples d'alimentation</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Prises de courant, prolongateurs et connecteurs</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Raccordement hors charge des prises de courant, prolongateurs et connecteurs &gt; 32 ampères.</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Utilisation des appareils portatifs à main dans les enceintes conductrices exigées</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>NF C15-100_Ed2002 - 706</td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4226-13</td>
<td>Maintenance de l'éclairage sécurité</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Dispositif de mise à l'état de repos</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Mise à l'état de veille, de repos, d'arrêt</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Essais réglementaires de l'employeur</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Lampes de rechange</td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4226-18</td>
<td>Exclusion (limites d'intervention)</td>
</tr>
<tr>
<td>R. 4226-21</td>
<td>Exclusion (limites d'intervention)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20/12/2011</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20/12/11 - Art 2</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20/12/11 - Art 3</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20/12/11 - Art 4</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20/12/11 - Art 5</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20/12/11 - Art 6</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20/12/11 - Art 7</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20/12/11 - Art 7</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2012/12/11</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>26/12/2011</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>26/12/2011</td>
</tr>
</tbody>
</table>

C : Conforme - NC : Non Conforme - SO : Sans Objet - PM : Pour Mémoire
**V.1. Etendue, Méthodologie des mesurages - Critères d’appréciation des Mesurages**

**Préambule**
Les mesures/essais à effectuer sont définis selon le type de vérification (initiale, à la demande d’inspection du Travail, Périodique, Temporaire), lorsque possible en fonction des conditions rencontrées sur le site et de la mise à disposition des installations.
Les méthodologies de mesure utilisées et les valeurs limites sont celles décrites dans les normes d’installation rendues applicables par l’arrêté du 19/04/2012 (notamment NF C15-100 et guide UTE C15-105, NF C19-100, NF C19-200, NF C17-200).

**Résistance des Prises de terre**
- **Etendue :** La mesure de la résistance de la prise de terre est effectuée pour tous les types de vérification.
- **Méthodologie :** Ces mesures sont effectuées soit par la méthode des 2 terres ouvertes, soit par la méthode de boucle, soit toute autre méthode appropriée. Dans tous les cas la mesure est effectuée barrette fermée ainsi que barrette ouverte, si nécessaire et si possible.

**Valeurs limites**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Id (A)</th>
<th>Utp (kV)</th>
<th>Masses HT + Neutre BT</th>
<th>Masses HT + Neutre BT + Masses BT</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2</td>
<td>Sans objet</td>
<td>30/5/1</td>
<td>-5/-</td>
</tr>
<tr>
<td>4</td>
<td>263/1</td>
<td>30/12/3</td>
<td>-12/-</td>
</tr>
<tr>
<td>10</td>
<td>30/30/10</td>
<td>-30/-</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Utp : tension de tenue des masses du poste – Id courant de défaut à la terre du réseau HT de distribution publique.
| Les valeurs limites des prises de terre de poste autre que distribution publique sont définies en tenant compte du courant de réglage des protections HT |

**Unité des valeurs : ohms**

**Continuité des conducteurs de protection**
- **Etendue :** Les mesures de continuité sont effectuées :
  - quel que soit le type de vérification, comme suit :
    - Liaisons entre chaque niveau de la distribution et le niveau suivant (remplacé par un examen visuel en cas d’impossibilité)
    - Tous les matériaux fixes et amovibles de classe I, y compris prolongateurs et accessoires
    - Lors de chaque vérification initiale et sur demande de l’inspection du Travail, de la totalité des appareils d’éclairage et des prises de courant accessibles.
    - Lors de chaque vérification périodique, de la moitié des prises de courant accessibles dans les locaux de bureaux et la totalité dans les autres, et du tiers des appareils d’éclairage fixes.
   
<table>
<thead>
<tr>
<th>Valeurs limites</th>
<th>En Basse Tension</th>
<th>En Haute tension</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Vérification initiale et à la demande de l’inspection du Travail</td>
<td>Tableau DC et DD du guide UTE C15-105</td>
<td>UL/IT UL : tension limite de sécurité</td>
</tr>
<tr>
<td>Vérification périodique</td>
<td>2 ohms</td>
<td>2 ohms à défaut de prescription normative</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Restitution au Ch. V.3 "Examen des circuits terminaux": A : Continuité non satisfaisante, B : Continuité satisfaisante*

| Unité des valeurs : milli-ohm ou ohm |

**Isolé des Circuits et Matériels BT**
- **Etendue :** Quel que soit le type de vérification, les mesures d’isolation sont effectuées sur tous les appareils portatifs à main et mobiles présentés, les matériaux fixes et semi-fixes dont la mise à la terre est inexistante ou défectueuse, ainsi que les circuits pour lesquels le fonctionnement des dispositifs à courant différentiel réel est défectueux, à l’exception des matériaux alimentés en TBTS ou TBTP, de classe II.
- **Méthodologie :** La mesure d’isolation est effectuée entre conducteur acier et masse (ou terre) à l’aide d’un ohmmètre approprié suivant le domaine de tension.
- **Valeurs limites :** 0,5 Mégohm pour U > 500V (NF C15-100 ou NF C17-200), pour les câbles chauffants noyés dans les parois, 0,25 Mégohm pour U <=230V, 0,40 Mégohm pour U > 230V
- **Unité des valeurs :** Mégohm

**Essai du (des)Contrôleur(s) Permanent d’isolation (CPI)**
- **Etendue :** L’essai du CPI est effectué quel que soit le type de vérification pour les installations à neutre isolé ou impédant à l’exclusion des réseaux HT.
- **Méthodologie :** Essai avec une résistance calibrée, completé par la vérification de l’efficacité de la signalisation et de son report.
- **Valeurs limites :** Cohérence de l’indication du CPI avec la valeur de la résistance calibrée ;Bon fonctionnement de la signalisation et de son report
- **Unité des valeurs :** kOhm

**Essais des Dispositifs Différentiels Résiduels (DDR)**
- **Etendue :** L’essai des DDR est effectué sur tous les appareils installés quel que soit le type de vérification à l’exclusion des réseaux HT.
- **Méthodologie :** L’essai des DDR est réalisé par création soit d’un défaut réel sur l’installation, soit d’un défaut amont-aval.
- **Valeurs limites :** Satisfaisant si la valeur de déclenchement est comprise entre la valeur assignée (I n) et la moitié de la valeur assignée (I Delta n/2). B : Bon fonctionnement, M : Fonctionnement incorrect, NE : Non assigné
- **Unité des valeurs :** mA

**Signification des abréviations utilisées**

<table>
<thead>
<tr>
<th>C</th>
<th>Contacteur</th>
<th>Dép. de Déconnexion Auto</th>
<th>Disjoncteur</th>
<th>Fu</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dj</td>
<td>Disjoncteur</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Fu</td>
</tr>
<tr>
<td>DDA</td>
<td>Disjoncteur</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Fu</td>
</tr>
<tr>
<td>DC</td>
<td>Disjoncteur</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Fu</td>
</tr>
<tr>
<td>Fu</td>
<td>Fusible</td>
<td>Fusible</td>
<td>Fusible</td>
<td>Fusible</td>
</tr>
<tr>
<td>C</td>
<td>Contacteur</td>
<td>Dép. de Déconnexion Auto</td>
<td>Disjoncteur</td>
<td>Fu</td>
</tr>
<tr>
<td>Dj</td>
<td>Disjoncteur</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Fu</td>
</tr>
<tr>
<td>DDA</td>
<td>Disjoncteur</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Fu</td>
</tr>
<tr>
<td>DC</td>
<td>Disjoncteur</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Disjoncteur Différentiel</td>
<td>Fu</td>
</tr>
<tr>
<td>Fu</td>
<td>Fusible</td>
<td>Fusible</td>
<td>Fusible</td>
<td>Fusible</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Vérification des récepteurs : ND : Non Déterminée.
V.2. Appareils de mesure et d'essais utilisés

<table>
<thead>
<tr>
<th>Continuité/isolement, masses et circuits</th>
<th>Essais des DOR</th>
<th>Tests des CPI</th>
<th>Mesures des prises de terre</th>
<th>Continuité de précision (si requis)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>MEGGER MIT 405</td>
<td>PONTARLIER DMI 100</td>
<td></td>
<td>FLUKE FL 1621</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

V.3. Résultats

**Prises de terre**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation Tableau</th>
<th>Origine Mesure</th>
<th>Valeur en mΩ</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>EEARL GARNIER-BATIMENT VEAX-EXTÉRIEUR-</td>
<td>Coffret de protection</td>
<td>Prise de terre</td>
</tr>
<tr>
<td>EEARL GARNIER-BATIMENT POULES-EXTÉRIEUR-</td>
<td>Coffret de protection</td>
<td>Prise de terre</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Continuités entre tableaux de la distribution**

**Dispositifs différentiels à courant résiduel**

**EARL GARNIER-BATIMENT VEAX--**

**Coffret de protection**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Quantité</th>
<th>Désignation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>IG</td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>NI</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**EARL GARNIER-BATIMENT POULES-EXTÉRIEUR-**

**ENEDIS**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Quantité</th>
<th>Désignation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>Général de branchement</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**EARL GARNIER-BATIMENT POULES--**

**Coffret de protection**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Quantité</th>
<th>Désignation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>IG</td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>IG</td>
</tr>
</tbody>
</table>
# Examen des circuits terminaux

**EARL GARNIER-BATIMENT VEAUX--**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nbre NV / NI</th>
<th>Désignation</th>
<th>Cl</th>
<th>Marque</th>
<th>Numéro</th>
<th>In (A)</th>
<th>Protection surintensité</th>
<th>Cont</th>
<th>Isol M2</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>Appareill(s) d'éclairage masse inac</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Dj</td>
<td>10</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>5</td>
<td>Prise(s) de courant</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>DDR</td>
<td>16</td>
<td>B</td>
</tr>
<tr>
<td>5</td>
<td>R. 4226-07 : 63</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Entrée de câble défectueuse d’une pc</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Compresseur</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Dj</td>
<td>10</td>
<td>B</td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Ballon d eau chaude</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Dj</td>
<td>10</td>
<td>B</td>
</tr>
<tr>
<td>4</td>
<td>Coffret de cuve</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>B</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Coffret process</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>B</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Mélangeur alimentation DAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Dj</td>
<td>20</td>
<td>B</td>
</tr>
<tr>
<td>3</td>
<td>Ventilateurs</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Dj</td>
<td>2,5</td>
<td>B</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**EARL GARNIER-BATIMENT VEAUX-EXTÉRIEUR--**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nbre NV / NI</th>
<th>Désignation</th>
<th>Cl</th>
<th>Marque</th>
<th>Numéro</th>
<th>In (A)</th>
<th>Protection surintensité</th>
<th>Cont</th>
<th>Isol M2</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>2</td>
<td>VIS</td>
<td></td>
<td>Inacc</td>
<td></td>
<td></td>
<td>RT</td>
<td>6</td>
<td>B</td>
</tr>
<tr>
<td>2</td>
<td>VIBREUR</td>
<td></td>
<td>Inacc</td>
<td></td>
<td></td>
<td>RT</td>
<td>0,6</td>
<td>B</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**EARL GARNIER-BATIMENT POULES-EXTÉRIEUR--**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nbre NV / NI</th>
<th>Désignation</th>
<th>Cl</th>
<th>Marque</th>
<th>Numéro</th>
<th>In (A)</th>
<th>Protection surintensité</th>
<th>Cont</th>
<th>Isol M2</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>5</td>
<td>Appareill(s) d'éclairage</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>B</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>(2017)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Prise(s) de courant</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>B</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Congelateur</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>B</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**EARL GARNIER-BATIMENT POULES--**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nbre NV / NI</th>
<th>Désignation</th>
<th>Cl</th>
<th>Marque</th>
<th>Numéro</th>
<th>In (A)</th>
<th>Protection surintensité</th>
<th>Cont</th>
<th>Isol M2</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>Appareill(s) d'éclairage masse inac</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>B</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Appareill(s) d'éclairage</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Ensemble d'appareill(s) d'éclairage masse</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Inac dans pondeur</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>R. 4226-07 : 63</td>
<td>Verrine (ou vasque) absente sur plusieurs éclairages</td>
<td>8</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>Remettre en place</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Ensemble d'appareill(s) d'éclairage dans pondeur</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>2</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
| No. | Description              | Quantité | Code | Type | Taux

1/ Prise(s) de courant

1/ (2017)

1  

Coffret process

9  

R. 4215-08 : 463  

Dispositif de coupure d'urgence non opérant

A remplacer par un modèle assurant cette fonction

| No. | Description          | Quantité | Code | Type | Taux

1  

Résistance Evapo

B

1  

Evapo

B

1  

Pompe à eau

B

2/ Prise(s) de courant dans pondoir

2  

(2017)

1  

Tapis à œufs

Inacc  

Dj  

10  

B

1  

Pondoir

Inacc  

Dj  

10  

B

2  

Chaîne d'alimentation

Inacc  

Dj  

10  

B

1  

Vis coquille

Inacc  

Dj  

10  

B

1  

Vis reprise

Inacc  

Dj  

10  

B
## EARL GARNIER-BATIMENT VEAUX--

### Désignation : Coffret de protection

### Référence Client :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Quantité x Désignation</th>
<th>Canalisations</th>
<th>Dispositif de protection</th>
<th>Isol. MΩ</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Type</td>
<td>IZ</td>
<td>F</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Déspuncteur arrière</td>
<td>R2V</td>
<td>1x8</td>
<td>1x6</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x IG</td>
<td>R2V</td>
<td>1x6</td>
<td>1x6</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Pc 380 DAL</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Lu</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>2 x Pc</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>R2V</td>
<td>1x2.5</td>
<td>1x2.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Compresseur</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x ventilateur</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x NI</td>
<td>H07V</td>
<td>1x6</td>
<td>1x6</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
</tbody>
</table>

## EARL GARNIER-BATIMENT POULES-EXTÉRIEUR--

### Désignation : ENEDIS

### Référence Client :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Quantité x Désignation</th>
<th>Canalisations</th>
<th>Dispositif de protection</th>
<th>Isol. MΩ</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Type</td>
<td>IZ</td>
<td>F</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Général de branchement</td>
<td>R2V</td>
<td>1x10</td>
<td>1x10</td>
</tr>
</tbody>
</table>

## EARL GARNIER-BATIMENT POULES--

### Désignation : Coffret de protection

### Référence Client :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Quantité x Désignation</th>
<th>Canalisations</th>
<th>Dispositif de protection</th>
<th>Isol. MΩ</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Type</td>
<td>IZ</td>
<td>F</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x IG</td>
<td>R2V</td>
<td>1x8</td>
<td>1x6</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Commande</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Grand circuit</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Petit circuit</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x vis de prise</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Parafoudre</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Pc 380</td>
<td>R2V</td>
<td>1x2.5</td>
<td>1x2.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Pc</td>
<td>R2V</td>
<td>1x2.5</td>
<td>1x2.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Climatiseur</td>
<td>R2V</td>
<td>1x2.5</td>
<td>1x2.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Progranex</td>
<td>R2V</td>
<td>1x1.5</td>
<td>1x1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x IG</td>
<td>R2V</td>
<td>1 x 8</td>
<td>1 x 8</td>
</tr>
<tr>
<td>-------</td>
<td>-----</td>
<td>-------</td>
<td>-------</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Tapis</td>
<td>R2V</td>
<td>1 x 1.5</td>
<td>1 x 1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Eclairage</td>
<td>R2V</td>
<td>1 x 1.5</td>
<td>1 x 1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x SATDYN</td>
<td>R2V</td>
<td>1 x 1.5</td>
<td>1 x 1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Pompe à eau</td>
<td>R2V</td>
<td>1 x 1.5</td>
<td>1 x 1.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x CE</td>
<td>R2V</td>
<td>1 x 2.5</td>
<td>1 x 2.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x ventil</td>
<td>R2V</td>
<td>1 x 2.5</td>
<td>1 x 2.5</td>
</tr>
<tr>
<td>1 x Pc cabane ext</td>
<td>R2V</td>
<td>1 x 2.5</td>
<td>1 x 2.5</td>
</tr>
</tbody>
</table>